

## « Lutte antiterroriste » = terreur anti-immigrée

# A bas la croisade raciste de Mitterrand-Pasqua !

18 septembre - Depuis Air France jusqu'au SMIC-jeunes, le gouvernement Mitterrand-Balladur a multiplié défaites et reculades. Il a été contraint de se rabattre sur des demi-mesures ou tout simplement de mettre en sourdine les mesures de réaction sociale qu'exige - alors que ce pays est déjà ravagé par le chômage et que la misère se répand - un capitalisme français brutalement confronté, dans une situation de crise économique internationale endémique, à des concurrents étrangers plus puissants. Il cherche à reprendre l'offensive et à réaliser autour de lui une « union sacrée » sur le terrain réactionnaire où il sait bénéficier d'un consensus qui s'étend aux directions réformistes du mouvement ouvrier : celui de la « lutte antiterroriste » et du racisme antimaghrébin. Cet été, il s'est lancé, sous la houlette du sinistre Pasqua, dans une campagne de terreur policière raciste sans précédent depuis la sale guerre coloniale d'Algérie.

Saisissant le prétexte de l'attentat du 3 août à Alger, attribué aux islamistes (et qui coûta la vie à deux agents consulaires et à trois gendarmes français), le ministre de l'Intérieur commença par organiser une rafle dans la communauté maghrébine en France. Dans le plus total arbitraire, il embastilla dans une caserne désaffectée de Folembay, dans l'Aisne, 26 islamistes (ou prétendus tels), accusés, sans preuve aucune, d'être impliqués dans des actions ou des projets terroristes, et donc de menacer la « sûreté de l'Etat » et la « sécurité publique ». Et, le 31 août, il en expulsait 20, selon la procédure d'exception de l'« urgence absolue », au Burkina. Cet Etat client de l'impérialisme français en Afrique ne peut rien refuser à Pasqua qui, via le conseil général des Hauts-de-Seine, contribue à financer, entre autres, le régime burkinais.

Le gouvernement accuse les Maghrébins embastillés et expulsés de rien d'autre que de leurs opinions politiques et/ou religieuses, quand ce n'est pas tout simplement d'appartenir à une communauté suspectée, du seul fait de son origine, de « terrorisme islamiste ». Le dossier du gouvernement est vide. Comme l'écrit *le Monde* (17 septembre), « le Ministère de l'Intérieur demande à être cru sur parole ». Y compris devant le tribunal administratif d'Amiens qui examine le recours déposé par 14 d'entre eux, Pasqua n'a été ca-



« Opération sécurisation » sur les Champs-Élysées: Paris en état de siège raciste

pable de produire comme documents que des fiches de police qui, de plus, ne comportent ni date ni origine...

« Immigré = terroriste » - le gouvernement a fait sien l'appel au meurtre raciste lancé par les fascistes du Front national. Dans la foulée de sa rafle « anti-islamiste », il a mis, en août, Paris et plusieurs villes de province en état de siège. Chaque jour, pendant près de deux semaines, des hordes policières ont quadrillé ces villes, multiplié les barrages, paradé dans les rues et le métro, se livrant à une véritable « chasse au faciès ». De façon symbolique, au même moment, dans un délire d'« union nationale » (allant de la droite au PCF), la même police était célébrée pour son rôle dans la « Libération » de Paris - cette police qui, pour sauver sa peau, s'était retournée au tout dernier moment contre les nazis en déroute qu'elle avait jusque-là efficacement secondés contre les juifs, les communistes et les autres combattants antifascistes !

Cet été, les flics, autorisés par les lois Mitterrand-Pasqua à contrôler et fouiller n'importe qui, n'importe où et n'importe quand, ont pu se livrer au plus total arbitraire - et principalement à l'égard de la population d'origine maghrébine désignée par le gouvernement comme « complice des terroristes ». Chaque jour, le Ministère de l'Intérieur publia -

comme au temps de la guerre d'Algérie - des bulletins de ses opérations, fournissant fièrement, à l'unité près, le nombre de véhicules fouillés et de personnes contrôlées. Bilan : quelques dizaines de milliers de personnes contrôlées, environ 500 mises à la disposition de la police judiciaire : principalement, à côté de « délits mineurs » (conduite en état d'ivresse ou sans assurance), des « étrangers en situation irrégulière ». Cette chasse aux « clandestins » était clairement un objectif central de cette opération « sécurisation » - une appellation officielle qui reprend à son compte le mot d'ordre du FN « immigration = insécurité ». Dans le même temps, autre mesure de guerre, le gouvernement cherche à fermer totalement les frontières avec l'Algérie, qui étaient déjà bien difficiles à franchir.

Pasqua aurait finalement « trouvé » un « réseau terroriste », non dans les rues de Paris mais au Maroc. A la suite de l'assassinat de deux Espagnols à Marrakech, le 24 août, la police marocaine a arrêté deux Français d'origine maghrébine. Selon les tortionnaires de Hassan II - en collaboration avec la police française -, ils seraient coupables et, qui plus est, auraient des ramifications en France. Présentés d'abord comme de simples délinquants, puis comme des islamistes, le Maroc vient finalement de les désigner

comme des agents de l'Etat algérien... Quoi qu'il en soit, cette affaire a permis au gouvernement français de monter des provocations racistes dans plusieurs quartiers immigrés où ses flics se sont livrés à des rafles. Dans une interview donnée le 12 août au *Figaro*, Pasqua vend lui-même la mèche : « Je ne crois pas à l'existence de réseaux étroitement liés à la préparation ou à l'organisation d'attentats. »

Cette hystérie « antiterroriste » a ouvert les vannes à d'autres mesures racistes - telle l'interdiction de porter à l'école le *hidjeb* annoncée à la rentrée scolaire par le ministre de l'Education nationale Bayrou, aussitôt scandaleusement applaudie par les syndicats d'enseignants. (Une mesure qui devrait aussi ravir l'organisation d'« extrême gauche » Lutte ouvrière qui a activement milité en sa faveur, allant même jusqu'à participer à l'exclusion de jeunes filles portant le *hidjeb*, d'un collège à Villeneuve-la-

Garenne en 1992.) Mais cette hystérie « antiterroriste » a aussi donné le feu vert aux nervis racistes sans uniforme. La police elle-même nota une multiplication des menaces et agressions à l'encontre de la communauté d'origine maghrébine : « Ce sont des réactions épidémiques que nous avons déjà connues à l'époque de la guerre du Golfe » (*le Monde*, 9 août). Réactions épidémiques ?! Dans la nuit du 6 au 7 août, à Ault (une station balnéaire de la Somme), Abderaman Rabah, en vacances dans la région, était jeté du haut de la falaise par une bande de skins hurlant « Sales bougnoules ! » « Il n'y avait pas d'intention délibérée à caractère raciste dans ce crime », dira la « justice », concluant à des violences volontaires sans intention de donner la mort (*l'Humanité*, 10 août)... Odeline, 14 ans, d'origine haïtienne, abattue dans le dos d'une balle tirée d'une voiture, à Persan-Beaumont (dans la banlieue parisienne), alors qu'elle rentrait, le 20 août, avec des membres de sa famille d'un concert de musique religieuse. « Les enquêteurs du SRPJ de Versailles, rapporte *le Monde* du 23 août, [penchent] pour l'hypothèse d'un crime « gratuit » plutôt que raciste. » « Parce que l'on a la peau noire, on ne saura jamais la vérité », déclara sa cousine (*l'Humanité*, 23 août). Le 8 septembre, à Pau, Azzouz Read tombait sous la balle

Suite page 2

LIRE PAGE 4

Vichy, guerre d'Algérie, gouvernements de « gauche »  
Mitterrand au service de l'Etat français

M 2651 - 130 - 5,00 F-RD



## Croisade...

Suite de la page 1

d'un militaire à la retraite. Les jeunes du quartier, légitimement révoltés par ce crime raciste, s'en prendront à la maison du tueur; ils devront faire face à une armada de CRS.

### Big Brother

« La démocratie s'arrête là où commence l'intérêt de l'Etat », se plaît à déclarer l'ancien chef des bandes terroristes du SAC (la police privée du président-bonaparte de Gaulle) devenu ministre de l'Intérieur. Dans la foulée des arrestations et des expulsions d'« islamistes », la police arrêtait le 25 août Maria Idoya Lopez-Riano, une militante de l'organisation basque ETA, et une Italienne soupçonnée d'avoir appartenu aux Brigades rouges. Le 9 septembre, elle arrêtait Dursun Karatas, dirigeant de l'organisation de gauche turque Devrimci Sol, que le gouvernement français menace de livrer aux tortionnaires d'Ankara (lire la déclaration du CDDDS ci-contre).

L'hystérie raciste « antiterroriste » a aussi permis à Pasqua de fouler aux pieds les droits démocratiques élémentaires et de violer y compris la légalité bourgeoise elle-même. Sur sa lancée, il espère faire voter par l'Assemblée nationale son projet de loi sur la « sécurité » qui s'attaque notamment au droit de manifester. Des fouilles policières « préventives » seraient autorisées sur les lieux de manifestation, les lieux avoisinants et leurs accès, « étant entendu que le périmètre ainsi retenu doit être proportionné aux risques pressentis » (le Monde, 17 septembre). Mesure à laquelle il faut ajouter son projet de contrôler, au moyen de caméras vidéo de la police, les rues et lieux publics dans la France entière... Vous avez dit Big Brother ?!

L'arrestation et l'expulsion de militants islamistes (ou présentés comme tels) pour simple délit d'opinion représentent un acte d'arbitraire raciste et une grave menace pour tout le mouvement ouvrier, pour toutes les organisations démocratiques. C'est une dangereuse criminalisation des déclarations et opinions émises par n'importe quel opposant. C'est pourquoi nous appelons le mouvement ouvrier à défendre tous les internés et expulsés de Folembay contre la répression de l'Etat français. Nous affirmons tout aussi nettement que nous considérons les islamistes comme de dangereux ennemis de la classe ouvrière, des femmes et des opprimés en général. De l'Iran à l'Algérie en passant par l'Afghanistan (où les Mitterrand et autres Pasqua les soutenaient, finançaient et armaient contre l'Armée rouge), nous les avons combattus et nous continuons à les combattre farouchement.

Dès le début, nous avons averti que la politique anti-immigrée de la bourgeoisie est le fer de lance de sa politique réac-

tionnaire globale. Aujourd'hui encore, on voit la campagne raciste « antiterroriste » permettre de renforcer l'arsenal répressif (déjà imposant!) non seulement à l'encontre des communautés d'origine maghrébine, africaine noire ou turque/kurde, mais aussi à l'encontre de l'ensemble de la jeunesse et du mouvement ouvrier. Les travailleurs ont montré, notamment lors de la grève d'Air France, qu'ils avaient la puissance sociale de faire reculer le gouvernement. Et la jeunesse multiethnique, qui a lutté victorieusement contre le CIP (le SMIC-jeunes), a montré l'exemple non seulement par sa combativité mais aussi en se mobilisant contre l'expulsion raciste de deux de ses camarades algériens, et en arrachant son annulation.

Nous insistons à nouveau sur l'urgence pour le mouvement ouvrier (avec son importante composante immigrée dans des secteurs industriels clefs) de mettre au centre de son combat la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes. La classe ouvrière, avec la jeunesse et tous ceux qui sont opprimés par le système capitaliste, a la puissance et l'intérêt de balayer la campagne raciste. Halte aux expulsions! A bas la chasse aux « clandestins »! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester! A bas toutes les discriminations racistes dans l'emploi, le salaire, le logement, l'école et les soins médicaux! Abrogation du « Code de la nationalité » et des lois racistes de Mitterrand-Pasqua! A bas la « forteresse Europe »! Défense du droit d'asile! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs familles! Flics hors des cités-ghettos! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines!



Manifestation nationale contre le SMIC-jeunes le 20 avril à Paris. Les jeunes se sont mobilisés contre la terreur policière raciste.

Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur et la ségrégation racistes!

### Les réformistes dans le consensus raciste

Mais, comme Libération le constatait le 11 août, « bien peu de voix se font entendre pour critiquer une tactique en trompe l'œil qui, au nom d'un objectif consensuel (halte aux barbus!), banalise des actions policières qui ne devraient pas l'être (la suspicion au faciès) ». Au contraire même, les directions actuelles du mouvement ouvrier, réformistes et chauvines, se sont empressées de montrer leur attachement à la « patrie menacée » en se joignant à l'« union sacrée antiterroriste ». Robert Hue (qui se glorifie d'avoir été, dans sa ville de Montigny-lès-Cormeilles, le précurseur de la croisade raciste « antidrogue ») déclara ainsi sur France-Inter : « Il est évident que des mesures de protection et de sécurité publique doivent être prises, mais à condition que ce soit dans le scrupuleux respect de la légalité et du strict respect des droits de l'homme » (le Monde, 12 août). La « condition » mise par Hue est de la pure hypocrisie : comment des mesures par nature antidémocratiques et

## Libérez Dursun Karatas !

Nous reproduisons ci-dessous la lettre que le Comité de défense sociale (CDDDS) a adressée, le 17 septembre, aux Ministères de l'Intérieur et de la « Justice ». Le CDDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs - un objectif en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste.

Le 9 septembre, Dursun Karatas, dirigeant de l'organisation de gauche turque Devrimci Sol, a été arrêté par la police française à la frontière italienne. Votre gouvernement, déjà engagé dans une campagne raciste « antiterroriste » contre les communautés d'origine immigrée, a aussitôt proclamé son intention de livrer ce militant de gauche aux autorités turques. Fin 1993, il avait mené une rafle policière dans l'immigration kurde. 24 militants présumés du PKK, un mouvement nationaliste kurde de Turquie,

avaient alors été déferés au parquet, là encore pour de prétendues « activités terroristes ».

Arrêté et sauvagement torturé par la police de la junte militaire d'Ankara peu après le coup d'Etat de juillet 1980, Dursun Karatas a déjà passé neuf ans de sa vie dans les sinistres geôles de la police turque, dont il avait réussi à s'évader en 1989. Depuis son éviction, il a été condamné à mort puis à la prison à vie par contumace. Plusieurs de ses compagnons de captivité, militants et dirigeants présumés de Devrimci Sol, ont été torturés, et certains ont été purement et simplement assassinés par la police. Le 16 avril 1992, son épouse, Sahabat Karatas, a été assassinée à Istanbul, vraisemblablement par un escadron de la mort lié à la police ou à l'armée.

Dursun Karatas ne doit pas être livré à ses bourreaux. Le Comité de défense sociale exige sa libération immédiate.

racistes pourraient « respecter les droits de l'homme » ?!

En vérité, les directions actuelles du mouvement ouvrier sont bien incapables de balayer la campagne anti-immigrée. La « gauche », gérant loyalement le capitalisme, a marqué son passage au gouvernement du sceau du racisme. Elle a mis sur pied, depuis les mesures sur le re-

Hue, Emmanuelli, Fabius et autres Kri-vine ont pour seule perspective de reconstruire une alliance de collaboration de classes avec des forces bourgeoises du type de celle qui a porté au pouvoir Mitterrand le 10 mai 1981 - pour mener, encore une fois, la politique antiouvrière et raciste dont le capitalisme français a besoin.

### Qui sont les terroristes ?

Pour parachever sa croisade « antiterroriste », le gouvernement, mi-août, a fait kidnapper - en violant les procédures en vigueur du « droit international » - par la dictature militaro-islamiste du Soudan, où il séjournait, Illitch Ramirez Sanchez, alias « Carlos ». La bourgeoisie internationale en a fait, dans les années 70 et 80 (depuis 1983 il n'y a plus d'attentats revendiqués par « Carlos »), la figure emblématique du « terrorisme arabe » manipulée par les services secrets soviétiques. Il lui est attribué l'attentat meurtrier du drugstore Saint-Germain, à Paris, en 1974, celui de la rue Marbeuf, du train le Capitole, et de la Gare Saint-Charles, à Marseille, en 1982, la prise en otages des ministres de l'POPEP à Vienne en 1975, etc. A ce jour, il n'a ni reconnu en être l'artisan, ni ne les a répudiés ou condamnés.

Si nous ne versons pas une larme pour les barbouzes français qui auraient été tués par « Carlos » à Paris, rue Toullier, en 1975, nous considérons les attentats aveugles et indiscriminés contre le drugstore Saint-Germain, le Capitole ou la Gare Saint-Charles comme totalement indéfendables. Mais nous ne savons pas ce qu'il y a derrière ces attentats. Nous ne savons d'ailleurs que bien peu de choses sur « Carlos ». Nous en savons plus sur son avocat, Vergès. Non pas grâce aux « révélations » de la presse, basées sur les archives hautement douteuses des services secrets, sur Vergès - membre du « groupe Carlos », agent de la Stasi, voire de la CIA. Nous en savons assez sur le Vergès défenseur du supergendarme Barril et du bourreau nazi Barbie pour estimer que tout ça pue. Nous avons toutes les raisons de ne pas faire confiance à la bourgeoisie, aux « révélations » de sa presse et aux « preuves » de sa « justice ». Particulièrement en matière de terrorisme où règnent la désinformation et la manipulation des services secrets, le tout fluctuant au gré des manœuvres diplomatiques... Une chose est néanmoins sûre : toute cette affaire de « complot terroriste antifrançais » est une vaste entreprise de bourrage de crânes digne d'une période de guerre pour souder une « union natio-

Suite page 12

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale. COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy (réalisation), Xavier Gomez, Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef) DIFFUSION: Camille Cézard DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte Le Bolchevik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Imprimerie: Roto Paris Presse Chemin des Epinettes - 77200 Torcy Commission paritaire: n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

# Femmes et Révolution

Publié en collaboration avec Women and Revolution (USA)



## Défense de l'écrivain bangladais Taslima Nasreen !

La déclaration de la Ligue trotskyste, dont nous publions ci-dessous le texte, a été faite le 25 juillet dernier. Le 3 août, Taslima Nasreen (dont la tête a été mise à prix par les islamistes pour « blasphème envers l'islam ») est sortie de sa clandestinité forcée, quittant le Bangladesh pour la Suède. Depuis, les islamistes bangladais ont multiplié les manifestations aux cris de « Où que tu sois, Taslima, nous te poursuivrons ». Devant cet acharnement meurtrier, la vigilance s'impose : Bas les pattes devant Taslima Nasreen !

Craignant pour sa vie, le courageux écrivain bangladais Taslima Nasreen se cache. Elle est la cible d'une fatwa [décret religieux] lancée par des cléricaux islamistes sous l'incitation desquels le gouvernement du premier ministre Khaleda Zia a lancé contre elle une chasse policière, qui représente une menace d'emprisonnement et de réclusion criminelle, pour « outrage délibéré et malicieux aux sentiments religieux des musulmans ». Mais le « crime » de Taslima Nasreen est de parler franchement du

revendique 'la liberté du vagin' [...]. Cela est contre le Coran et Allah, c'est un blasphème » (Guardian, 10 décembre 1993). Ce sont les mêmes forces qui ont haineusement répudié et banni des milliers de leurs propres femmes violées par l'armée pakistanaise pendant la guerre d'indépendance de 1971.

Nasreen reste intraitable. Avant de se cacher, elle a annoncé dans le magazine allemand Der Spiegel : « Je ne m'arrêterai jamais d'écrire et je suis déterminée à ne pas faire de compromis avec des intégristes ou un gouvernement qui tolère l'islam en tant que religion d'Etat. Je lutte avec un stylo, pourtant ils essayent de me frapper avec une épée. Je suis en train d'exprimer mes pensées et ils veulent me tuer » (Vancouver Sun, 9 juillet).

Des écrivains célèbres, comme Allen Ginsburg, Günter Grass, John Irving, Norman Mailer et Amy Tan, ont soutenu Nasreen. De même que Salman Rushdie, le célèbre écrivain né à Bombay, qui est lui-même, depuis 1988, la cible d'une fatwa de mort lancée par le régime islamiste iranien. Des organisations de fem-



Taslima Nasreen

Facelly/SIPA

dit : « Je suis très peinée de voir ce qui arrive à mon livre en Inde. Je condamne à la fois la politique du BJP et du Jamaat-Islami [organisation islamiste bangladaise] » (India Today, 31 octobre 1993).

Cela demande plus qu'une décence évidente et élémentaire de la part de quiconque pour prendre partie, comme Nasreen l'a fait, dans des situations comme celle du Bangladesh aujourd'hui : cela demande du courage, particulièrement quand vous êtes une femme, destinée - selon les mots de Nasreen - à rester « voilée, illettrée et dans la cuisine ». Les attaques contre Nasreen sont le point central d'un assaut généralisé contre les droits des femmes à travers le Bangladesh. Depuis que le clergé islamique réactionnaire a prononcé sa sentence de mort, la fatwabazi (lancer des fatwas) s'est répandue à travers le Bangladesh rural où les femmes sont enterrées, lapidées, battues, mises au bûcher, parce qu'elles s'opposent aux mollahs locaux. Entre janvier et mars, 110 écoles de filles ont été brûlées au cours d'une campagne orchestrée par les mollahs.

La campagne meurtrière dirigée contre Taslima Nasreen souligne le fait que la lutte pour la libération des femmes dans le sous-continent [indien] est inséparablement liée au combat contre l'obscurantisme religieux, le fanatisme basé sur le système des castes et le communalisme sanguinaire qui pourraient plonger les masses dans des horreurs surpassant celles de la partition de 1947-49, qui était un produit direct de la politique de diviser pour mieux régner de l'impérialisme britannique. L'émancipation des femmes ne se réalisera qu'à travers une lutte pour la révolution permanente - la prise révolutionnaire du pouvoir et le renversement du capitalisme par la classe ouvrière, à la tête de la paysannerie, des masses de femmes tyrannisées et de tous les opprimés, et dirigée par un parti authentiquement communiste (léniniste-trotskyiste). Défense de Taslima Nasreen ! Libération des femmes par la révolution socialiste ! Pour une fédération socialiste de l'Asie du Sud !



Mufty Mounir/AFP

Dacca, 9 juin - Manifestation à l'appel de l'Union des journalistes, en soutien à Taslima Nasreen et aux journalistes emprisonnés pour « outrage à l'islam »

fanatisme antifemmes et de dénoncer le communalisme sanguinaire aussi bien des musulmans que des chauvins hindous au Bangladesh et en Inde. Pour cela, d'après les cléricaux, elle doit être pendue.

Le 30 juin, les intégristes se sont déchaînés à Dacca, criant « A mort Taslima Nasreen », tout en essayant de mettre en place une journée ville morte dans le cadre de ce qui devait, d'après eux, être une campagne d'un mois pour la mort de Nasreen. Malgré cette croisade et la mobilisation de 8000 policiers et troupes paramilitaires, des étudiants laïques, des organisations culturelles et des artistes ont organisé leur propre manifestation en défense de Nasreen.

La chasse aux sorcières meurtrière a été lancée par les cléricaux qui ont formé un « Taslima Nasreen Peshan Committee » (« Comité pour pulvériser Taslima Nasreen »). « Elle est pire qu'une prostituée », fulminait Maulana Azizul Haque, le mollah qui a appelé à son exécution. « Elle

mes indiennes et des personnalités du milieu culturel ont protesté contre les attaques du gouvernement contre Nasreen. 27 écrivains indiens ont condamné le mandat d'arrêt, en disant que le « seul crime [de Nasreen] est d'avoir parlé franchement et audacieusement contre le fanatisme religieux, l'obscurantisme et l'oppression, comme une citoyenne moderne et libérée et une femme émancipée » (The Link [Vancouver], 9 avril). C'est la tâche de la classe ouvrière internationale de se rallier à la défense de Nasreen. Nos camarades du Partisan Defence Committee britannique ont adressé une protestation à la Haute-Commission du Bangladesh à Londres, exigeant : Levée de toutes les inculpations contre Taslima Nasreen ! Pour un passage en toute sécurité dans un pays de son choix !

Taslima Nasreen s'est d'abord attiré la haine des intégristes en 1991 avec son anthologie Selected Columns. Elle y criti-

que le Coran, en le citant pour prouver que la religion « fait des discriminations contre les femmes et les traite comme des objets sexuels ». Le point de mire de la colère vitupératrice des mollahs est son nouveau roman Lajja (la Honte). Lajja dépeint une famille hindoue attaquée par des communalistes musulmans au Bangladesh, à la suite de la destruction de la mosquée d'Ayodhya en Inde. Au moment où le gouvernement bangladais l'a interdit en juillet dernier, 60 000 exemplaires avaient été vendus.

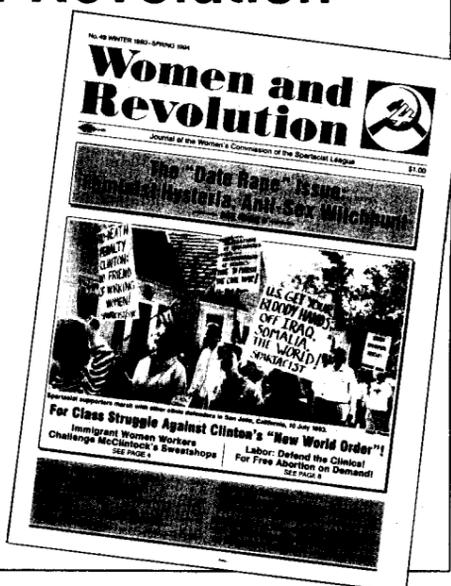
En Inde, les communalistes hindous et les fascistes du Bharatiya Janata Party/Vishwa Hindu Parishad (BJP/VHP) ont essayé d'utiliser Lajja pour leurs buts communalistes abjects. Leur seule préoccupation est d'allumer les feux des pogroms antimusulmans, en particulier contre les « infiltrateurs » immigrés musulmans bangladais qui ont fui la terrible pauvreté du Bangladesh pour aller vers les bidonvilles de l'Ouest bengali et des villes comme Delhi. Nasreen elle-même

### Women and Revolution

Journal de la  
commission femmes  
de la  
Spartacist League/US

n° 43  
hiver 93 - printemps 94  
6 F  
(40 pages)

Ecrire au Bolchévick :  
BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



## Vichy, guerre d'Algérie, gouvernements de « gauche »

# Mitterrand au service de l'Etat français

Après 30 ans de mensonges cyniques destinés à effacer ses traces et servir son ascension politique (avec la complicité de tous ceux qui, aussi bien au PS qu'au PCF et à l'« extrême gauche », savaient mais qui, frappés d'une amnésie volontaire au service de la collaboration de classes, avaient choisi de se taire), François Mitterrand, au terme d'un règne qui se décompose dans les « révélations », a jeté le masque. Ou tout au moins a-t-il dû lever un peu le voile sur cette « part d'ombre » que constituaient ses années de jeunesse, soigneusement falsifiées après guerre, et qui ont été le récent objet de plusieurs enquêtes et livres.

Ce qui apparaît derrière le masque en lambeaux de l'« homme de gauche », c'est la profonde cohérence de la carrière de Mitterrand: non, comme le répètent désespérément ses apologistes du PS, l'itinéraire d'un réactionnaire finalement rallié au camp des travailleurs, mais au contraire le parcours d'un bourgeois qui a servi sa classe. Du régime de Vichy à l'Union de la gauche, il n'a pas hésité à utiliser tous les moyens à sa disposition pour défendre les intérêts de l'impérialisme français. Et, au fond, il est toujours resté fidèle non seulement à ses nombreuses « amitiés » avec des crapules d'extrême droite, mais aussi à l'anticommunisme de sa jeunesse. Le passé et le présent de Mitterrand viennent confirmer que, comme nous l'écrivions dans le *Bolchévik* n° 106 (novembre 1990), « au-delà des mythes et des falsifications, il y a continuité entre l'Etat bourgeois d'aujourd'hui et l'Etat français de Vichy ».

### « Une jeunesse française »

Le livre de Pierre Péan *Une jeunesse française*, basé en partie sur des entretiens de l'auteur avec Mitterrand, révèle que, jeune étudiant tout juste sorti de sa Charente natale, il avait adhéré, fin 1934, aux « volontaires nationaux » – qu'aujourd'hui les mitterrandiens voudraient bien faire passer pour une organisation de la droite « traditionnelle », peut-être un peu « virulente ». Le 6 février de la même année, ces troupes de choc du parti fasciste des Croix-de-Feu dirigé par le colonel de La Rocque, armées de revolvers et de rasoirs, avaient marché sur le parlement aux cris (lancés à l'attention des députés) de « *Les voleurs à la Seine* ». Un an plus tard, le 2 février 1935, dans le quartier Latin, Mitterrand manifestait avec ses congénères derrière les mots d'ordre « *La France aux Français !* », « *A bas les métèques !* » – contre la présence dans les universités françaises des juifs polonais qui fuyaient les persécutions antisémites.

Pierre Péan retrouve sa trace le 5 mars 1936, dans une autre mobilisation de ces nervis racistes qui tentaient alors d'interdire par la force les cours du « *juif Jèze* », un professeur de droit. Aux yeux des partisans français du fasciste Mussolini, le « crime » de Jèze était d'avoir conseillé le souverain d'Ethiopie (le Négus) dont le pays avait été agressé par l'Italie du Duce. A cette époque, Mitterrand comptait parmi ses relations plusieurs membres de la « Cagoule », un réseau occulte de conspirateurs fascistes (responsables en particulier de l'assassinat, en juin 1937, de deux antifascistes italiens réfugiés en France).

### La réhabilitation de Vichy

Début 1942, Mitterrand, qui était depuis 1940 prisonnier de guerre en Allemagne, s'évade et se rend à Vichy, alors capitale de l'« Etat français » du maréchal Pétain, pour se mettre à son

service. Recommandé par ses « amis » de la « Cagoule », il entre au service de renseignements de la « Légion française des combattants et volontaires de la Révolution nationale ». Il y faisait, dit-il, « *des fiches sur les communistes, les gaullistes et*



Le haut fonctionnaire vichyste Mitterrand (à droite) reçu en audience par le chef de l'Etat français Pétain (à gauche), le 15 octobre 1942, à Vichy.

ceux qui étaient considérés comme antinationaux » (cité dans *Une jeunesse française*). Il devient aussi un des responsables de la propagande pétainiste en direction des prisonniers de guerre restés en Allemagne. A sa demande, il recevra quelques mois plus tard la Francisque, la plus haute décoration de Vichy. C'est autour de cette « période vichyste » que tournent l'essentiel des débats et des polémiques autour du passé de Mitterrand (qui, devenu président, rendra hommage à Pétain, en faisant régulièrement fleurir sa tombe). L'enjeu dépasse le seul « cas Mitterrand » : il s'agit de savoir si, et comment, la bourgeoisie française doit enfin « assumer », « banaliser » cette page particulièrement abjecte de son histoire (qui n'en manque pas!) – ce « *passé qui ne passe pas* ».

Dans un article intitulé « Ne pas banaliser Vichy », le directeur du journal *le Monde*, Jean-Marie Colombani, explique qu'il faut absoudre ceux qui, comme Mitterrand, ont servi le régime de Pétain : « *On ne saurait reprocher au président de la République son passé et son parcours. Son passé, d'abord, parce qu'il n'est en rien unique, illustrant la nature complexe du pétainisme. Loin d'être à l'origine un ramassis d'extrémistes, Vichy consacra la victoire des droites de l'entre-deux guerres, favorisée par l'immense prestige dont jouissait alors le maréchal Pétain. De fait loin de rejeter ceux qui servirent cet "ordre nouveau" dans les premières années, la France libre s'efforça d'attirer à elle ses fonctionnaires et ses militaires, nombre d'anciens maréchalistes devenant d'authentiques résistants* » (*le Monde*, 9 septembre).

En absolvant Mitterrand et ses pareils, Colombani – porte-parole de la bourgeoisie « éclairée » – réhabilite Vichy. Le passé de Mitterrand est effectivement loin d'être unique – et pas seulement parce que le fondateur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry, faisait lui aussi partie de ces « anciens maréchalistes » devenus d'« authentiques résistants ». « Maréchaliste en 1940, résistant en 1943 » résume en peu de mots l'itinéraire politique d'une fraction importante de la bourgeoisie française sous l'occupation nazie.

Vichy n'a pas été le « régime d'abandon national », simple fantôme docile des Allemands, que présente le vieux mythe stalino-gaulliste. Ni, comme le proclame aujourd'hui Mitterrand dans son interview

donnée à Antenne 2 le 12 septembre, une « *pétaudière* » dans laquelle une minorité agissante de fanatiques antisémites auraient imposé, avec l'aide des nazis, leur loi à un « *vieillard qui avait déjà quatre-vingt-quatre ans, qui n'avait pas une*

très grande présence » et à une majorité de hauts fonctionnaires « *impeccables* ».

Après la défaite de son armée en juin 1940, la bourgeoisie, encore sous le choc de la puissante grève générale de 1936, craignait que cette nouvelle déroute face à l'armée allemande provoque un soulèvement révolutionnaire, comme la Commune de Paris en 1871. En juillet 1940, elle confie (par un vote du parlement élu en 1936, à l'époque du Front populaire) son Etat au maréchal Pétain – qui jouissait à ses yeux d'un « immense prestige » en tant que boucher de Verdun et fusilleur des soldats mutinés dans les tranchées en 1917 – et à une clique disparate de monarchistes et de fascistes, d'officiers et de hauts fonctionnaires. La bourgeoisie française soutient sans réserve le programme réactionnaire de « Révolution nationale ». La collaboration avec l'Allemagne nazie victorieuse en était la condition nécessaire. Vichy, que le camarade Trotsky caractérisa en 1940 de « *bonapartisme sénile* », était le régime de la réaction française déchaînée, avide de prendre sa revanche sur la grève générale de 1936 et sur la république parlementaire (« la gauche ») qui n'avait pas pu l'empêcher. C'est donc tout naturellement qu'à son retour de captivité, l'activiste d'extrême droite qu'était alors Mitterrand adhéra avec enthousiasme à la « Révolution nationale » pétainiste.

### L'antisémitisme de Vichy : un « détail » pour Mitterrand

L'antisémitisme et l'anticommunisme constituaient les piliers idéologiques de ce programme réactionnaire du capitalisme français. Ils cimentaient un bloc conflictuel des différentes composantes de la réaction, allant des jeunes fringants technocrates aux gangsters fascistes en passant par les vieux cléricaux-monarchistes. Les premières mesures antisémites de Vichy, à commencer par le « statut des juifs » d'octobre 1940 (qui excluait les personnes de « race juive » de l'administration et de toute une série de professions), n'étaient ainsi nullement une capitulation devant les exigences nazies, mais l'expression d'un antisémitisme d'Etat français autonome. Et à partir de l'été 1942, l'Etat français mettra son administration et sa police au service de la « solution finale » nazie : la déportation et l'extermination en masse des juifs dans les camps de la mort.

Mais de même que pour Le Pen les chambres à gaz ne sont qu'un « détail » de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, pour Mitterrand l'antisémitisme de Vichy n'est visiblement qu'un « détail » de l'histoire de ce régime, qui lui aurait à l'époque complètement échappé. C'est tellement pour lui un « détail » qu'interrogé par Pierre Péan sur son amitié persistante avec Bousquet (le chef de la police qui organisa à Paris, les 16 et 17 juillet, la grande rafle du Vel' d'Hiv – opération baptisée « *Vent printanier* »! – contre les juifs), il répondra : « *Ce n'était pas un vichyssois fanatique, comme on l'a présenté [...]. Je l'ai trouvé plutôt sympathique, direct, presque brutal. Je le voyais avec plaisir. Il n'avait rien à voir avec ce qu'on a pu dire de lui.* » Ce qu'« on a pu dire » du « sympathique » Bousquet, c'est que ce bourreau a envoyé des milliers de juifs à Auschwitz et autres usines à exterminer nazies!

Il expliquera aussi à Péan : « *Je ne pensais pas à l'antisémitisme de Vichy. Je savais qu'il y avait malheureusement des antisémites qui avaient pris une place importante auprès du Maréchal, mais je ne suivais pas la législation du moment et les mesures prises.* » Questionné au cours de son interview télévisée sur les lois anti-juives de Vichy, il répond qu'il s'agissait d'« *une législation contre les juifs étrangers, dont j'ignorais tout* » – un « lapsus » révisionniste que relève l'historien américain Robert Paxton, spécialiste de Vichy : « *Le "lapsus" du président sur "les juifs étrangers" est stupéfiant ! Il n'est même pas accidentel. Il reprend une ancienne mythologie qui a longtemps prétendu que le régime de Vichy visait exclusivement les juifs étrangers* » (interview à *Télérama* n° 2332, 21 septembre). La prestation télévisée de Mitterrand lui vaudra d'ailleurs les félicitations du torchon lepéniste *Présent* qui prend sa défense, titrant en première page le 15 septembre : « *Mitterrand : lynché parce qu'il a dit "non"* » et qui l'applaudit pour « [refuser] que la France demande pardon à l'humanité pour crime contre l'humanité » – une claire allusion à l'Holocauste!

En 1942, un haut fonctionnaire pétainiste comme Mitterrand – qui plus est juriste de formation – pouvait d'autant moins « ignorer tout » de la législation et de la politique antisémites du régime dont il était le serviteur que c'est précisément pendant l'été 1942 que ses amis Bousquet et Martin, son directeur de cabinet (qui, dira Mitterrand à Péan, « *était un fonctionnaire intègre qui a servi l'Etat français* »), organisèrent les premières rafles de juifs. Il « savait » d'autant plus qu'il livrait des articles au journal *France, revue de l'Etat nouveau*, dirigé par son (autre) ami le cagouillard Jeantet, qui fourmillait d'articles virulemment antisémites. Comme nous l'écrivions dans le *Bolchévik* de septembre 1992 (n° 120), « *en tant que trotskystes, nous n'avons jamais accepté la catégorie stalinienne de "social-fasciste" (qui visait les sociaux-démocrates des années 30 et justifiait le refus de s'engager dans des fronts uniques contre les fascistes) ; pour autant, si une telle catégorie existait, Mitterrand en serait un digne représentant* ».

Quand, en 1943, Mitterrand entra peu à peu dans la « Résistance », c'est qu'il avait compris, comme des pans de plus en plus importants de la bourgeoisie française, que les choses commençaient à mal tourner pour les nazis sur le front de l'Est, où l'Armée rouge venait de remporter la victoire décisive de Stalingrad. Trop anticommuniste pour rallier directement les gaullistes qu'il critiquait pour

leur alliance avec le PCF, il commença par rejoindre les partisans du général Giraud qui, après le débarquement anglo-américain dans les colonies françaises d'Afrique du Nord, en novembre 1942, cherchait à constituer un régime néopétainiste soutenu par les Américains.

Le projet giraudiste ayant fait long feu, Mitterrand se résolut finalement à rallier la « France libre » de De Gaulle, sans avoir pour cela à renier son engagement pétainiste. Une seule chose opposait Pétain et de Gaulle (qui n'avait aucune divergence idéologique avec Pétain et qui lui avait d'ailleurs longtemps servi de scribouillard) : le choix des alliances que l'impérialisme français avait à contracter pour défendre au mieux ses intérêts - l'Allemagne ou les USA et la Grande-Bretagne. D'ailleurs, à la « Libération », de Gaulle visait lui aussi à instaurer un régime de type bonapartiste (qu'il pourra établir finalement en 1958). Et, dans la grande alliance chauvine de collaboration de classes que fut la « Résistance » (dont l'objectif ouvert était de bouter les « Boches » hors du pays et d'y restaurer l'ordre bourgeois après la défaite désormais inévitable de l'Allemagne), de Gaulle et le PCF accueillaient sans problème les réactionnaires les plus infâmes. Pourquoi donc aurait-on fermé la porte à un Mitterrand quand on l'aurait, par exemple, à ces hauts dignitaires de Vichy qu'étaient les généraux de Lattre et Juin ?

Cela étant dit, même les états de service du « résistant authentique » Mitterrand sont loin d'être particulièrement étincelants. Dans leur excellent ouvrage *la Main droite de dieu*, Faux, Legrand et Perez racontent qu'il a fallu attendre... mars 1986 pour que le « mouvement de résistance » fondé par Mitterrand soit officiellement reconnu comme un réseau

militaires furent exécutés. Parmi eux figurait Fernand Iveton, militant du PC algérien accusé d'avoir déposé dans une usine désaffectée d'Alger une bombe de faible puissance qui n'explosera jamais. Il est établi aujourd'hui que Mitterrand a voté la mort d'Iveton lors de la réunion du Conseil des ministres qui refusa sa demande de grâce. Par contre, tout juste élu président de la République, il accorda, en 1982, une amnistie totale aux généraux putschistes de l'OAS, déjà partiellement amnistiés par ses prédécesseurs à la tête de la V<sup>e</sup> République. Mais le sanglant épisode algérien de la carrière de Mitterrand ne suscite guère de controverses aujourd'hui dans ce pays gangréné par le racisme anti-Maghrébins (qui, loin de le faire disparaître, s'est superposé à l'antisémitisme) généré par le capitalisme français.

De Vichy à aujourd'hui, en passant par son rôle dans la sale guerre coloniale d'Algérie, les Mitterrand et autres Papon (lire notre article ci-contre) ont fidèlement servi la même classe dirigeante et le même Etat intrinsèquement raciste. C'est cette continuité que les idéologues de la bourgeoisie française ne réussissent plus à nier mais hésitent toujours à revendiquer ouvertement - continuité de l'Etat impérialiste français, continuité de son personnel politique, continuité de son appareil répressif dégoûlant du sang de tous les opprimés, depuis les juifs et les communistes traqués par les flics de Bousquet jusqu'aux manifestants algériens sauvagement massacrés par ces mêmes flics le 17 octobre 1961 à Paris, et toutes les autres victimes des sales guerres coloniales. Si la destruction de l'URSS offre la possibilité à la bourgeoisie de se débarrasser du masque « démocratique » dont elle s'est affublée face au

## Manifestation contre le criminel de guerre Papon

L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a appelé à un rassemblement, le 15 juillet, devant le domicile du criminel de guerre Maurice Papon, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement parisien. Ce haut fonctionnaire de Vichy, inculpé de crimes contre l'humanité pour avoir envoyé à la mort 1700 juifs, n'a toujours pas été jugé. Pendant le rassemblement, l'UEJF a brandi une pancarte, copie agrandie de l'ordre signé par Papon d'arrêter les juifs pour les déporter. La Ligue trotskyste s'est associée à cette action qui a réuni plusieurs dizaines de manifestants, dont d'anciens déportés.

Un groupe de survivants de l'holocauste devait se rendre du lieu du rassemblement à l'emplacement du Vel' d'Hiv' dans un bus de l'époque. Mais le préfet a téléphoné à la RATP pour lui interdire de louer un bus et a restreint l'action à un rassemblement statique, sous haute surveillance d'une police à l'affût du moindre prétexte pour disperser le rassemblement. La protection que l'Etat bourgeois a accordée ce jour-là à Papon est tout un symbole. Après avoir tout fait pour empêcher que ce criminel de guerre soit inculpé, aujourd'hui qu'il est inculpé le pouvoir fait tout pour empêcher son procès. Dans sa prise de parole, le représentant de l'UEJF a

touché juste quand il a expliqué que Papon bénéficie de protection en haut car son procès serait celui de l'appareil d'Etat.

Papon est un bourreau tranquille servant sans état d'âme sa classe : la bourgeoisie. Secrétaire général de la préfecture de Gironde en 1941, il signe personnellement la déportation des juifs vers les camps nazis d'extermination. Les compétences acquises sous Vichy, il les mettra en pratique dès après la guerre pour la répression coloniale au Maroc et en Algérie. Nommé par de Gaulle préfet de police de Paris en 1958, un autre point culminant de sa carrière sera octobre 1961, quand il lancera ses flics massacrer plusieurs centaines d'Algériens venus manifester pacifiquement à Paris contre la terreur raciste et pour l'indépendance de l'Algérie. Il finira sa carrière politique comme ministre de Giscard.

Sa carrière est un symbole de la continuité de l'Etat français de Pétain à Mitterrand. La bourgeoisie ne peut pas rendre justice pour les crimes des Papon parce que leurs crimes sont les siens. Comme nous l'écrivions en 1983, déjà à propos de Papon (*le Bolchévique* n° 43), « cette classe dirigeante sanguinaire et ses hommes de main devront répondre de leurs crimes devant le prolétariat victorieux ! »



Mitterrand (à droite), ministre de l'Intérieur en 1954-55 et partisan de l'« Algérie française », dirigea la sanglante répression coloniale contre le peuple algérien.

« combattant », et ce par un décret du ministre PS de la « Défense » Quilès imposé contre l'avis d'une commission consultative composée de personnalités résistantes !

### Algérie : Mitterrand criminel de guerre

Brièvement ministre du gouvernement de Gaulle à la « Libération », Mitterrand poursuivit sa carrière de politicien bourgeois anticommuniste, et il sera plusieurs fois ministre dans les éphémères gouvernements de la IV<sup>e</sup> République. Ministre de l'Intérieur de 1954 à 1955 puis de la « Justice » de 1956 à 1957, il s'illustrera particulièrement comme un des défenseurs les plus acharnés de l'« Algérie française », partisan d'une répression sauvage de la lutte de libération nationale qu'avait déclenchée en 1954 le FLN algérien. Les tortionnaires de cette sale guerre coloniale, dont les méthodes de terreur n'avaient rien à envier à celles des SS et de la Gestapo, lui doivent en particulier le transfert à l'armée des pouvoirs de « justice » en territoire algérien, par une ordonnance de janvier 1957. Pendant les 18 mois où Mitterrand a occupé le poste de Garde des Sceaux, 44 condamnés à mort par ces tribunaux d'exception

« totalitarisme communiste » et de réhabiliter des épisodes de son histoire comme Vichy, ce passé de boue et de sang reste difficile à faire passer. D'autant plus qu'en France la Deuxième Guerre mondiale et la guerre d'Algérie ont été des crises sociales et politiques graves qui ont constitué de véritables polarisations entre les classes, et y compris elles ont produit au sein de la bourgeoisie elle-même des divisions et des fractures dont les effets se font encore sentir aujourd'hui et que tous les dirigeants de la V<sup>e</sup> République, de De Gaulle à Mitterrand, se sont efforcés désespérément d'« apaiser ».

### Le grand « amnistieur »

Dans son interview télévisée du 12 septembre, Mitterrand reconnaît qu'il a effectivement fait pression sur la « justice » pour empêcher les procès des artisans français de la « solution finale » Bousquet, Touvier et Papon. Il le revendique au nom de l'« unité nationale », dans le cadre d'une politique générale d'« amnistie » non seulement des crimes de Vichy, mais aussi de ceux de la guerre d'Algérie (du moins ceux commis par les terroristes pro-« Algérie française » de l'OAS, car les crimes monstrueux de l'armée française contre les combattants

du FLN et le peuple algérien tout entier sont considérés comme de « glorieux faits d'armes ») : « Moi, depuis de longues années, j'estime que je dois tenter d'apaiser les éternelles guerres civiles entre Français [...]. Cela, c'est ma conviction, mais elle n'est pas née avec l'affaire Bousquet, et la première démonstration que j'en ai faite - et pas facilement, croyez-moi - c'était quand j'ai décidé d'amnistier les généraux rebelles d'Algérie, ceux qui avaient fait le putsch » (*le Monde*, 14 septembre).

En réalité, cette décision n'a pas dû être si « difficile » à prendre, car en 1966 déjà un certain François Mitterrand, de concert avec les dirigeants sociaux-démocrates « historiques » Guy Mollet et Gaston Defferre, avait déposé à l'Assemblée nationale un projet de loi d'amnistie prévoyant le rétablissement dans leurs grades et pensions de tous les fonctionnaires impliqués dans l'OAS ! Ce projet de loi fut ensuite repris par le groupe « socialiste » sous forme d'un amendement (repoussé) à la loi d'amnistie du 24 juillet 1968, destinée à sceller - face à la crise pré-révolutionnaire de Mai 1968 - la réconciliation entre gaullistes et jusqu'aboutistes de l'« Algérie française ». Et en matière d'« amnistie » des crimes de Vichy aussi, Mitterrand a de la suite dans les idées : jeune ministre du gouvernement Queuille en 1949, c'est lui qui présenta alors devant le parlement le premier grand projet d'amnistie des crimes de la « collaboration ».

### Mitterrand et les faussaires de « gauche » et d'« extrême gauche »

Le plus répugnant dans cette affaire des « révélations » sur le passé de Mitterrand, c'est probablement de voir comment les dirigeants du PS, du PCF et de l'« extrême gauche », depuis plus de vingt ans, ont délibérément tu, ou carrément nié, ce qu'ils savaient sur le passé vichyste de l'homme dont ils ont fait le chef suprême de la « gauche ». Le PS est évidemment en première ligne. En fait, alors qu'autrefois les attaques contre le passé de Mitterrand étaient principalement le fait de ses adversaires de droite (qui, partageant eux aussi bien souvent le

même passé, se gardaient d'aller trop loin), aujourd'hui la charge est menée en grande partie par des « déçus du mitterrandisme » : des libéraux comme Péan ou social-démocratisants comme un rédacteur en chef du *Monde* Edwy Plenel (qui a publié en 1992 un livre bien documenté sur Mitterrand *la Part de l'ombre*) et les auteurs de *la Main droite de dieu*.

Ils estiment, en accord avec une fraction du PS, que la social-démocratie française, pour échapper au naufrage et se refaire une virginité « progressiste », doit se décider sans plus tarder à dire adieu à « Tonton ». Mais pour l'instant, la direction mitterrandienne de ce parti s'accroche désespérément à la momie de celui à qui elle doit tout. Et elle fait notamment monter au créneau, pour le défendre contre les « calomnies », les renégats Julien Dray et Henri Weber, anciens dirigeants de la LCR pseudo-trotskyste passés au PS...

La direction du PCF, « premier parti de France » à la « Libération », n'ignorait évidemment rien du passé pétainiste de Mitterrand. Un article de *l'Humanité-Dimanche* du 14 novembre 1948 présente ainsi celui qui venait d'être nommé secrétaire d'Etat à l'Information : « Ce sous-ministre aux airs de jeune premier fut l'un des premiers vichystes de France, ce qui lui valut de figurer sur la liste des dignitaires de la francisque [...]. M. Mitterrand n'est pas un parjure, fidèle à son serment, il est toujours dans la tradition vichyste » (cité dans *la Main droite de dieu*).

Quand l'éditorialiste de *l'Humanité* (13 septembre) Claude Cabanes feint lui aussi la surprise et parle de « la stupeur de tous ceux qui avaient tant espéré en 1981 », on touche donc au comble du cynisme. Car si les travailleurs qui avaient voté pour Mitterrand en 1981 peuvent aujourd'hui être en proie à la stupeur, c'est bien parce que les dirigeants du PCF leur avaient délibérément caché ce qu'on révèle aujourd'hui ! La responsabilité de la direction du PCF est d'autant plus grande que c'est elle qui a « fabriqué » de toutes pièces le Mitterrand troisième manière, le candidat de l'Union de la gauche. Cette nouvelle mouture du

# La jeunesse antifasciste ne veut pas de police politique

## Camp d'été des JRE-JCR : le bide

Nous reproduisons ci-dessous une version adaptée d'un article paru dans *Spartakist* n° 114, le journal de nos camarades allemands du *Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands*.

Cet été, la tendance Militant Labour, à laquelle sont affiliés en France les Jeunes communistes révolutionnaires - Gauche révolutionnaires (JCR-GR) et les Jeunes contre le racisme en Europe (JRE), a organisé un camp antinazi du 13 au 20 août à Reinwarzhofen, en Allemagne. Environ 1 400 jeunes en provenance de toute l'Europe étaient venus débattre de comment stopper les nazis et les racistes. C'est donc tout naturellement que nous, trotskystes, avons décidé d'y participer nous aussi. Et nous étions prêts à des débats politiques intenses.

Nous voulions présenter notre perspective : la mobilisation de la classe ou-

exposés à un réel danger par une organisation dont la politique consiste à faire confiance à l'Etat bourgeois face aux attaques fascistes. Le lundi 15 août, quand, lors d'une réunion du service d'ordre, des antifascistes signalèrent que de petits groupes de nazis rôdaient, le responsable de la sécurité déclara : « *Ne paniquez pas, les copains. Les nazis ne vont pas nous attaquer.* » Et un dirigeant de Voran, la section allemande de Militant, déclara même qu'« *en Allemagne* » les fascistes n'avaient « *jamaï attaqué des réunions antifascistes aussi importantes que celle-là* ». Pas étonnant que cette déclaration ait provoqué une certaine nervosité dans l'assistance ! Quand les JRE considèrent les attaques fascistes comme inoffensives, cela s'accorde parfaitement avec leur soutien aux « chaînes lumineuses » qui ont eu lieu en Allemagne en 1993 ; leur participation à ces

des JCR-GR sur la question des flics - qui, à leurs yeux, sont des « *travailleurs en uniforme* », - et de l'Etat en général.

Nous avons envoyé au camp des militants de nos sections et groupes de jeunesse spartacistes en Irlande, en France, en Italie et en Allemagne, qui sont intervenus dans plusieurs meetings. Le dimanche 14 août, une membre de la Ligue trotskyste prit la parole dans le meeting sur « *L'Etat et le fascisme* » : « *Pour les militants qui veulent lutter contre le fascisme, notre position sur la police et donc sur l'Etat capitaliste est cruciale. Mais Militant-Voran voudrait "gagner" les flics, puisque ce sont des "travailleurs en uniforme" qu'ils font entrer dans le mouvement ouvrier.* » Notre camarade insista donc sur le fait que les flics sont le *bras armé du capital contre les travailleurs*. A l'analyse de Trotsky pour qui « *l'ouvrier qui devient policier au service de l'Etat capitaliste est un policier bourgeois et non ouvrier* » (« *La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne* », *Comment vaincre le fascisme*), Militant opposa avec véhémence des exemples de « *réalisme politique* » : quelle bonne idée ont eue les JRE tchèques de travailler avec des flics privés, et comment les JRE belges sont fiers de s'en remettre à la protection des flics contre les fascistes du Vlaams Blok... A Londres, expliquèrent-ils, il était correct d'appeler le conseil municipal à fermer le quartier général des fascistes du BNP. (A ce moment, le traducteur demanda : « *C'est vraiment notre position ?* ») Et lors d'une mobilisation antifasciste à Copenbrügge, en Allemagne, le chef de la police fut même autorisé à s'adresser aux manifestants en utilisant le mégaphone des JRE...

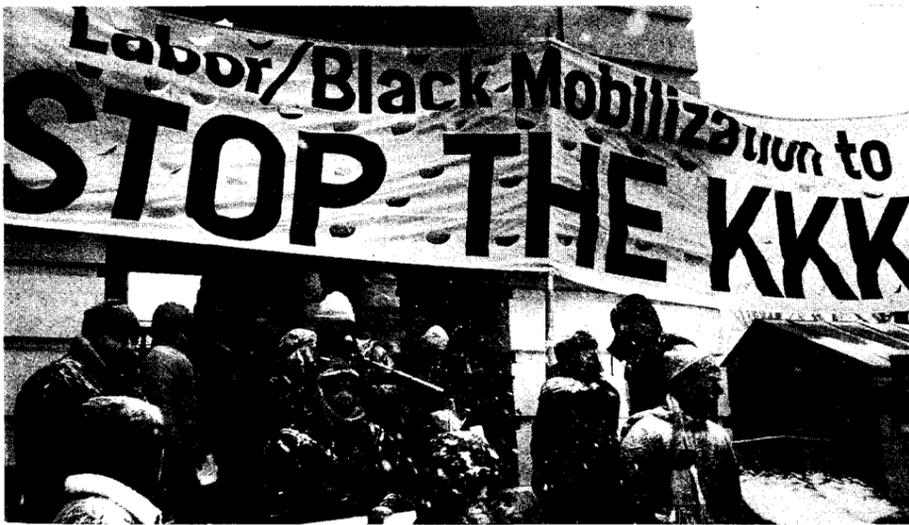
des rencontres d'un type très particulier.

La direction du camp dut faire face à un désastre politique quand les jeunes commencèrent à voter avec leurs pieds. (Nous en fûmes déclarés « *coupables* » : les militants des JRE ne voudraient pas aller à un endroit où les spartacistes de la LCI pourraient se montrer !) Dès le début, le camp a été en proie au chaos organisationnel, aussi bien en ce qui concernait la nourriture, les finances que la sécurité. Presque aucun jeune ne se porta volontaire pour monter la garde. Rien d'étonnant. Après tout, qu'auraient-ils été censés faire ? Certainement pas se défendre contre les nazis (nous nous étions nous-mêmes portés volontaires) mais mettre au pas les jeunes à l'intérieur du camp (pas d'alcool avant six heures du soir, etc.)

Nous avons eu aussi droit à une leçon concrète sur ce que Trotsky voulait dire quand il décrivait les méthodes de la social-démocratie - comme police politique du mouvement ouvrier. Cela a commencé par du gangstérisme. Damien Elliott, dirigeant des JCR-GR, a frappé un membre de la Ligue trotskyste parce qu'une jeune militante française des JRE avait eu la curiosité politique d'acheter notre brochure. Quand cette jeune femme protesta contre cette agression, elle fut poussée à l'écart par les nervis d'Elliott. Empêcher le débat à l'intérieur du mouvement ouvrier en recourant à la violence physique est une pratique vieille comme le monde. C'est un procédé caractéristique des sociaux-démocrates et des stalinien qui étouffent lâchement la critique révolutionnaire quand ils n'ont aucune réponse *politique*.

La direction du camp, dans une tentative grotesque de nous bâillonner, déclencha alors une campagne de calomnies contre ceux qui avaient été précisément la cible de cette agression violente. Mais beaucoup de gens avaient été les témoins de l'agression et avaient protesté contre ces méthodes de gangsters. En plus de nos propres camarades, l'International Trotskyist Committee (ITC), dont des militants étaient venus des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne, ont protesté contre cet usage de la violence physique à l'intérieur du mouvement ouvrier. Avec d'autres, comme les militants du SDAJ (l'organisation de jeunesse du Parti communiste allemand, le DKP) - qui peu de temps auparavant avaient été dénoncés comme stalinien -, ils ont pris notre défense. Le service d'ordre du camp prit acte des protestations et ne fit rien. Un des responsables du camp, le dénommé Sascha, menaçait même d'exclure les militants de... la Ligue trotskyste. Cette agression a posé énormément de problèmes à Militant et aux JCR-GR, parce qu'elle a scandalisé beaucoup de leurs propres partisans, y compris en France.

Partout où il y a une liste noire, on peut être sûrs que nous sommes inscrits en tête. Mais là, la paranoïa de Militant atteignit des sommets. Selon le n°3 du bulletin du camp *Camp News*, publié en allemand (17 août), nous et nos tracts empêchions les gens de manger... et cela s'accompagnait d'une menace : « *donc les copains, ne discutez pas avec des étrangers avant les repas.* » Le même numéro dudit bulletin publiait un récit « *satirique* » où l'histoire d'amour de Godahart était dramatiquement menacée : à la recherche de sa bien-aimée, il trouvait sur sa route... un tract. « *Godahart échappera-t-il aux griffes des spartacistes ?* », demandait l'article. Et la prière d'un « *anarchiste*



Springfield, Illinois, 16 janvier - Une mobilisation ouvrière/noire, à l'initiative de nos camarades de la SL/US, s'oppose à une provocation du Ku Klux Klan.

vière, avec sa composante immigrée d'une importance stratégique, qui, ensemble avec la jeunesse antiraciste, a la puissance nécessaire pour écraser les assassins fascistes. La politique de Militant, des JCR-GR et des JRE, qui s'en remettent à l'Etat bourgeois, à ses flics et à ses lois, est diamétralement opposée à une stratégie marxiste. Et, effectivement, ces gens ont exhibé leur perspective social-démocrate dans chaque aspect de ce camp bizarre, du début à la fin.

Le camp avait lieu la semaine où précisément les fascistes avaient annoncé de multiples provocations dans différentes villes à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Rudolf Hess, le bras droit de Hitler. Wunsiedel, où les fascistes organisent chaque année des mobilisations, n'est qu'à 70 kilomètres. Et Reinwarzhofen a été un bastion nazi jusqu'en 1945. Il y a dans la région une ferme Mengele ; elle appartient au frère du tristement célèbre « *médecin* » nazi qui a assassiné des milliers de personnes dans le camp de la mort d'Auschwitz et qui a ensuite passé plusieurs dizaines d'années en Argentine, où sa famille lui faisait parvenir de l'argent. Dans les bois près du terrain de camping, des jeunes découvrirent des installations d'« *entraînement* » utilisées par les nazis. Une attaque contre le camp était donc une possibilité tout à fait réelle. De nombreux jeunes ont pris au pied de la lettre le mot d'ordre du camp « *Stoppons les nazis et les racistes* ».

Un danger très concret devait effectivement sortir des bois. Des nazis attaquèrent le camp le jour anniversaire de la mort de Rudolf Hess. Et c'était précisément ce à quoi Militant n'était pas préparé. Les jeunes présents au camp ont été

processions était opposée à nos appels en faveur d'un front unique pour défendre les foyers d'immigrés à Berlin contre les menaces d'attaques nazies.

La direction des JRE avait décidé que son activité principale serait d'organiser « *le camp antifasciste le plus grand et le mieux organisé d'Europe* ». Et comme dans *L'Apprenti sorcier* de Goethe, Militant se trouva bien en peine de maîtriser les esprits qu'il avait invoqués avec son « *camp antinazi* ». Pourquoi ? Parce qu'on ne peut pas séparer la lutte contre le fascisme de la lutte contre le système capitaliste lui-même, qui nourrit le fascisme. De ce fait, les débats à l'intérieur du camp se sont nécessairement focalisés sur la question : réforme ou révolution.

Notre organisation, la Ligue communiste internationale (LCI), avait publié pour ce camp une nouvelle brochure intitulée « *La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste* ». Nous avons publié cette brochure en anglais et en français, et sous une forme abrégée en allemand. Elle contient notamment le texte intégral d'une brochure des JCR-GR dirigée contre nous et contre le groupe Pouvoir ouvrier et une réponse détaillée de la LCI. Notre organisation s'enorgueillit de mettre à la disposition de *tous* les polémiques que nos opposants dirigent contre nous. C'est seulement dans un débat politique ouvert que les meilleurs arguments pourront convaincre et ainsi gagner les meilleurs combattants à une stratégie capable d'écraser la terreur nazie. Le texte des JCR-GR, écrit au nom de Militant Labour et de son Comité pour une internationale ouvrière, révèle la position grossièrement antimarxiste de Militant et

petit-bourgeois » suppliait : « Et ne nous conduisez pas à Sparte, mais délivrez-nous des scissionnistes. »

Néanmoins, des militants des JRE en désaccord avec l'agression sont venus débattre à notre table de presse. Ils voulaient discuter, entre autre, de notre tract en allemand : « Voran : les champions de l'Anschluss ». Ils nous expliquèrent aussi que leur direction avait reconnu, dans des discussions internes, que leur position de 1990, (« Le SPD doit passer à l'offensive » et « Expropriez les biens du SED » [l'ancien parti dirigeant est-allemand]) était une « erreur ».

Aujourd'hui, Voran-JRE non seulement appellent à voter pour les sociaux-démocrates du SPD, mais aussi pour le PDS (qui a succédé à l'ancien parti dirigeant de l'Allemagne de l'Est). C'est apparemment contradictoire - après tout, depuis des années, en bons petits-enfants de Willy Brandt, ils participent à la chasse aux sorcières anticommuniste menée par le SPD. Mais maintenant, puisque le PDS s'est engagé à aider le SPD à arriver au pouvoir, il devient acceptable pour Voran qui, depuis sa fondation, s'efforce de pousser les jeunes vers le SPD. En fait, ils avaient initialement prévu d'avoir des meetings électoraux à l'intérieur du camp (le président du PDS Bisky avait reçu une invitation spéciale). Ces meetings, annoncés à grand renfort de publicité, firent long feu, comme beaucoup d'autres.

A l'évidence, l'agression perpétrée par les JCR-GR était pour les dirigeants de Militant un prétexte commode pour s'en prendre à nous, les trotskystes. Après tout, les militants des JCR-GR sont leurs camarades, et ils en sont solidaires. Dans le premier numéro du *Camp News* (14 août), ils déclaraient carrément que la section française de la LCI avait « physiquement » perturbé un meeting de Damien Elliott. Dans un tract intitulé « De quoi a peur Damien Elliott des JCR ? », que nous avons distribué le lendemain à 500 jeunes, nous demandions : « comment se fait-il que personne dans le camp, Elliott y compris, n'ait proféré cette accusation mensongère avant qu'il nous ait agressé et qu'il ait eu besoin de la "justifier" ». Pas de réponse.

Workers Power, l'organisation-sœur de Pouvoir ouvrier en Grande-Bretagne, a trébuché sur cette question simple. Son représentant est intervenu le dimanche après-midi pour déclarer que « la seule chose regrettable dans le camp [...] a été le rôle provocateur des spartacistes ». Mais le soir même, le même militant, mandaté par son organisation, dut expliquer à nos camarades qu'ils nous défendaient et qu'ils protestaient contre notre exclusion...

Les membres de Militant qui ont cherché à nous fournir une espèce de « justification politique » pour les agressions ont essayé de nous expliquer ce qui fait peur à Elliott : nous l'aurions traité de fasciste. Notre brochure ne dit-elle pas, demandent-ils, que le dirigeant des JCR-GR Damien Elliott « s'est engagé dans une version française de la "coalition rouge-brune" à travers son bloc avec l'Idiot international, infesté de fascistes » ? Ce faisant, Elliott recherchait assurément une compagnie fort peu ragoûtante, celle d'une frange pourrie d'« intellectuels » du PCF qui travaillent avec l'idéologue réactionnaire Jean-Edern Hallier. En outre, Militant partage aussi la position des JCR-GR d'Elliott qui, dans leur brochure, soutiennent même les haïssables CRS. En 1961, à Paris, ces CRS ont été responsables du massacre de centaines de travailleurs algériens. Pendant la grève générale de Mai 68, le mot d'ordre des ouvriers et des étudiants en lutte contre ces nervis était « CRS = SS ».

Les méthodes de la direction du camp ne sont que la conséquence de leur politique. La première étape a consisté à bâillonner ceux qui exprimaient des opinions critiques et à permettre à leur section française de commettre des agressions physiques contre les spartacistes de la LCI ; la deuxième étape était de vacciner

**La banderole spartaciste à la manifestation antifasciste du 16 octobre 1993 à Londres : « Pas de misérables appels à l'Etat capitaliste ! Mobilisations ouvrières/minorités pour écraser les fascistes ! »**



les jeunes contre la « théorie ». Mais quand la direction du camp a cherché à se livrer à une manœuvre pour limiter les dégâts - en appelant à des meetings davantage « orientés vers la pratique » conformément au slogan « Comment je forme un groupe JRE » -, cela a été vu par les jeunes comme une corvée ; et ils ont préféré rester sous leur tente ou aller au bistrot du village voisin. Des messages firent leur apparition dans les toilettes et sur les panneaux d'information à propos de réunions de jeunes intéressés à quitter les JRE - nouvelle « vilénie » dont nous fûmes bien sûr immédiatement tenus pour responsables. La campagne contre la « théorie » lancée par les JRE de Berlin fit pareillement long feu. Un militant des groupes de jeunesse spartacistes en Allemagne intervint dans une discussion sur la campagne des JRE pour fermer la boutique fasciste « Sans remords », qui est située dans le quartier de Pankow à Berlin (là encore, les JRE se sont félicités des bonnes relations qu'ils entretiennent avec les flics) ; les militants des JRE furent obligés d'admettre que « Sans remords » est toujours ouvert !

Pendant 21 ans, Voran a été une opposition loyale à l'intérieur du SPD, et Militant a joué le même rôle dans le Parti travailliste britannique pendant plus de quatre décennies. Et les JCR-GR viennent d'adresser une « Lettre ouverte aux militants du PS » qui se conclut par un appel lyrique (et front populiste !) à « créer un extraordinaire élan et [à] montrer enfin que la gauche est de retour » (*l'Egalité* n° 32, été). Un incident rapporté par un de nos camarades est hautement symbolique de la politique de Militant. Au cours d'un orage dans la nuit du 17 au 18 août, l'affiche « No pasaran » que Militant avait apposée sur un panneau au centre du camp s'envola, faisant apparaître le vrai nom du camp : « Willy Brandt » (l'ancien secrétaire général du SPD et chancelier fédéral de l'Allemagne de l'Ouest).

Mais même des groupes qui ne partagent pas cette attirance pour « Willy », et qui présentent un visage plus à gauche, étaient incapables de présenter une alternative. C'est le cas de l'ITC, qui travaille avec Militant-JRE. Les militants de l'ITC présents étaient des immigrés, des Noirs et des homosexuels. Cela contrastait avec l'orientation de Militant qui, en Allemagne, recrute surtout de jeunes Blancs. Mais l'ITC organisa un meeting pour tous les « Noirs » du camp, dont étaient exclus de façon scandaleuse les antifascistes blancs. Nos camarades furent les seuls à protester contre cette politique et à souligner l'absence d'orientation prolétarienne de l'ITC. Nous avons argumenté contre leur sectorialisme, à l'opposé de la motion présentée par ce « black caucus » lui-même et qui appelait à des « JRE intégrées ». Par la suite, les militants de Militant votèrent contre cette motion. La puissance de la classe ouvrière, ethniquement intégrée, est nécessaire pour balayer les fascistes.

Et bien que l'ITC ait exigé nettement, dans une motion visant Militant-JRE, que ces organisations rejettent toutes les formulations appelant à réformer la police, cette organisation aux Etats-Unis fait tout en pratique, comme Militant, pour que les antifascistes se placent sous la

« protection » de la police. C'est ce qui s'est passé par exemple lors d'une mobilisation contre le Ku Klux Klan le 15 janvier dernier à Colombus, dans l'Ohio ; l'ITC a conduit les manifestants à un endroit où ils se retrouveront encerclés par la police, et il a accepté que les manifestants subissent le contrôle des détecteurs de métaux. Par ailleurs, des militants du groupe allemand de l'ITC (qui sont actifs à Mönchengladbach sous le nom d'Arbeitskreis Kommunistische Politik) expliquèrent à nos camarades qu'« il faut discuter » avec les nazis !

Bien sûr, Militant-JRE est aussi complètement partie prenante de la campagne pour « discuter avec les nazis/skinheads ». En Allemagne, les JRE disent que « les jeunes fascistes sont des victimes de cette société, dans la mesure où ils réagissent au chômage et à la pénurie de logements » (Voran, décembre 1993-janvier 1994). A Mönchengladbach, cette attitude « compréhensive » les a conduits à élire un « ancien » nazi dans leur instance dirigeante - un personnage qui est entouré d'individus en bomber et rangers. Et ils s'en vantent !

Des affiches « No pasaran » annonçant une soirée dansante le vendredi 19 avec de la musique « Oi ! » avaient attiré dans le camp toute une faune de skinheads. Voran avait distribué des T-shirts qui devaient permettre à tous les participants de distinguer les « bons » skins des autres - une initiative qui ne faisait en réalité aucune différence : quand on invite des « groupes » de musique « Oi ! », on doit s'attendre à se retrouver en très mauvaise compagnie. Cette « musique » est en Grande-Bretagne le cri de ralliement des skinheads qui se livrent au « Paki-bashing » (les agressions contre les Pakistanais). C'est juste une autre version du « Sieg Heil ! » que braillent les nazis. Et beaucoup de participants au camp ne voulaient, à juste titre, rien avoir à faire avec tout ça - bien que de soi-disant skinheads « rouges » aient essayé de distribuer un tract qui proclamait : « Skinhead oui - fasciste non ».

Un camarade du Dublin Spartacist Group, le groupe de la LCI en République d'Irlande, décrit comment l'ambiance engendrée par le camp conduisit à une situation dangereuse : « Des gens se rasaient la tête pour le concert. On voyait des flics en civil et des fascistes dans le camp. Mais il était très difficile de dire qui n'était pas fasciste et qui l'était. Un certain nombre de ces individus avaient l'air salement inquiétant. Plus tard dans l'après-midi, il y a eu un match de football entre Anglais et Allemands. Après les premiers cris "Angleterre, Angleterre!", vous ne vouliez pas entendre la suite. La situation devenait incontrôlée. Le match de football était juste avant le concert "Oi!", et c'est à ce moment-là que des coups de feu ont été tirés. »

Que s'est-il passé cette nuit-là ? Pendant que de jeunes « autonomes » construisaient des barricades pour s'opposer à une éventuelle attaque nazie - contre les instructions des responsables de la sécurité des JRE, bien sûr -, le chaos s'instaura. Différentes informations circulaient : que dix fascistes avaient été chassés du camp ; qu'un fasciste avait été capturé et libéré par ses « camarades ». Un militant de l'ITC nous dit qu'on lui avait distribué du matériel qui lui avait été ensuite retiré par l'équipe de sécurité. Il était ensuite censé marcher dans les bois dans la direction d'où venaient les coups de feu, sans avoir la moindre idée d'où il était censé aller. Une jeune fille de 15 ans raconta au téléphone à son père qu'elle avait été éjectée de sa tente à quatre heures du matin et envoyée dans les bois à la rencontre de ce qu'on lui disait être 50 fascistes, à la limite du camp !

Après cette débâcle, nous ne fûmes pas surpris de voir le camp se vider. La banqueroute de Militant-JRE avait été préparée par sa politique social-démocrate - qui pense que la police peut devenir un « allié de masse » de la classe ouvrière. La stratégie trotskyste de mobilisation des travailleurs est nécessairement partie intégrante de la lutte révolutionnaire pour organiser le prolétariat afin qu'il défende ses intérêts de classe et qu'il lutte pour son propre pouvoir d'Etat, afin que le système capitaliste et son appareil répressif - dont les flics sont le noyau - soient balayés. La question « réforme ou révolution » sera tranchée dans la lutte contre les dirigeants réformistes traîtres - dans le combat pour forger un parti révolutionnaire. C'est là la question brûlante pour la jeunesse antifasciste et pour les ouvriers qui ont une conscience de classe, et qui veulent particulièrement la clarté sur la question des flics et de l'Etat. Le camp des JRE n'avait que mépris pour ce besoin urgent. Lutte avec nous pour le communisme de Marx, Lénine et Trotsky !

Brochure spartaciste

## La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste

---

Cette brochure oppose la politique révolutionnaire de la Ligue communiste internationale au réformisme du Comité pour une internationale ouvrière, dirigé par l'organisation britannique Militant Labour et auquel est affiliée en France la Gauche révolutionnaire/Jeunesses communistes révolutionnaires (GR/JCR).

Notre brochure reproduit le texte intégral d'une polémique de la GR/JCR publiée en mai dernier sous le titre « l'Internationale et l'Etat », avec une réponse détaillée de la LCI.

Disponible en anglais et en français

Edition anglaise (32 pages)  
Edition française (35 pages):  
Canada 1\$  
Belgique 60FB  
France 10FF

Brochure spartaciste

### La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste

**Introduction**

- Pour des mobilisations ouvrières/minorités pour stopper les fascistes - "Militant" 10/11/93 n° 43, mai 1993 (pages 18-19)
- Les syndicats, les minorités et la gauche doivent se mobiliser par milliers : chassés les fascistes des rues !
- "Spartacist" à l'heure de la grève des flics - "Militant" 10/11/93 n° 43, mai 1993 (pages 18-19)
- "Militant" le SWP et le quartier des flics - "Spartacist" à l'heure de la grève des flics - "Militant" 10/11/93 n° 43, mai 1993 (pages 18-19)
- "L'Internationale et l'Etat" - Texte de la brochure de la Gauche révolutionnaire et des Jeunesses communistes révolutionnaires
- La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste - Réponses de la LCI et "Internationale et l'Etat"

France 10 FF      Belgique 60 FB

Le Bolchévick, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10

Pour toute commande:  
**Le Bolchévick BP135-10 75463 Paris Cedex 10**

## Derrière la crise des Balkans : hypocrisie impérialiste et contre-révolution capitaliste

# « Purification ethnique » et guerres nationalistes

Nous publions ci-dessous la première partie d'un article traduit de Workers Vanguard (n° 580, 16 juillet 1993), le journal de nos camarades américains de la Spartacist League.

Pour la deuxième fois dans ce siècle, les guerres intestines des Balkans menacent de s'embraser en un conflit européen généralisé impliquant les puissances impérialistes. La contre-révolution a déchaîné une orgie de bains de sang nationalistes. Le matraquage de la propagande diffusée par les médias et les gouvernements capitalistes occidentaux dénonce la « purification ethnique » serbe pour préparer l'opinion publique à une intervention militaire. Cela a eu un effet considérable auprès des libéraux et des sociaux-démocrates, et beaucoup d'anciens militants des mouvements « pacifistes » de jadis sont devenus des partisans enthousiastes de l'envoi des troupes. Cependant, comme les impérialistes oscillent, hésitant à sauter à pieds joints dans le borbier yougoslave, ils admettent maintenant que des atrocités indicibles abondent dans tous les camps.

Les guerres nationalistes déchaînées par la destruction de l'ancienne République socialiste fédérale de Yougoslavie sont maintenant entrées dans leur troisième année. Commencant avec le retrait de l'armée fédérale du nord-ouest de la Slovénie, après quelques jours d'escarmouches, en juillet 1991, les tentatives de constituer des Etats-nations capitalistes ont rapidement conduit à des bains de sang intercommunautaires, quand d'importantes régions dominées par la minorité serbe ont cherché à se séparer de l'Etat croate proclamé par l'homme fort fascisant Franjo Tudjman. Après que les combats en Croatie eurent abouti à une situation sans vainqueur ni vaincu, une déclaration d'indépendance du gouvernement bosniaque, dominé par les Musulmans, a été le point de départ d'une atroce guerre intercommunautaire opposant trois camps - Serbes, Croates et Musulmans - qui a embrasé depuis quinze mois la région de Bosnie-Herzégovine. Là, comme en Croatie, l'impérialisme allemand a été une force clé pour pousser au démembrement de la Yougoslavie.

Pendant des mois, les Nations Unies ont avancé le « plan Vance-Owen » pour une Bosnie « multiethnique » divisée en « cantons » ethniques. Mais cet échafaudage diplomatique s'est écroulé face à l'intransigeance militaire serbe. Le 16 juin 1993, le Croate Tudjman et l'homme fort de la Serbie, Slobodan Milosevic, avaient annoncé qu'ils s'étaient mis d'accord sur une partition de la Bosnie en trois Etats - serbe, croate et musulman - nominale-ment fédérés. Ce plan fut immédiatement rejeté par Alija Izetbegovic, le président musulman jusqu'au-boutiste; mais les puissances européennes, les négociateurs de l'ONU et le président américain Clinton exercent de fortes pressions pour qu'il soit accepté. Les libéraux-radicaux occidentaux s'indignent de voir « récom-



Une scène de la guerre nationaliste entre Serbes et Croates : la ville historique de Dubrovnik sous les bombes.

Der Spiegel

penser la purification ethnique ». Mais leur solution d'une Bosnie capitaliste « multiethnique » n'est pas plus démocratique : elle nie le droit à l'autodétermination aux Croates et aux Serbes qui ont abondamment démontré qu'ils ne veulent pas vivre dans le même Etat que les Musulmans, ni les uns avec les autres.

Pendant des mois, les médias-occidentaux se sont focalisés sur les crimes de guerre serbes et ont fermé les yeux sur les atrocités commises par les Croates et les Musulmans bosniaques. Milosevic, le dirigeant nationaliste de Belgrade, dont les efforts pour constituer une grande Serbie ont été le détonateur de l'éclatement de l'Etat ouvrier déformé yougoslave, est présenté comme un nouvel Hitler. (On n'insiste guère sur le fait que l'opposition serbe dirigée par Vuk Draskovic, qui s'identifie aux coupe-jarret serbes « tchetniks » de la Deuxième Guerre mondiale, n'est pas moins nationaliste.) Mais quand les Etats-Unis ont renoncé à envoyer des troupes en Bosnie, la presse a soudain découvert des « escadrons de la mort » croates exterminant des villages musulmans; elle a fini par publier des témoignages montrant les forces musulmanes qui, au printemps dernier, torturaient à mort leurs prisonniers croates et qui, aujourd'hui, chassent de chez eux des milliers de villageois croates en Bosnie centrale.

Juste après avoir fait état du plan de partition bosniaque, le *New York Times* (17 juin 1993) s'avise soudain d'expliquer que ce même plan avait été adopté à Lisbonne le 18 mars 1992, quand des dirigeants des Musulmans, des Serbes et des Croates bosniaques « s'étaient mis d'accord pour partitionner la république en trois cantons à base ethnique ». Mais les dirigeants musulmans bosniaques rejettent ce plan à l'instigation des puissances occidentales: « A son retour à Sarajevo, M. Izetbegovic fut encouragé par des diplo-

mates des Etats-Unis et de la Communauté européenne à opter au contraire pour une Bosnie-Herzégovine sous sa présidence, en expliquant que cela était justifié par le référendum du 1<sup>er</sup> mars sur l'indépendance. Le problème avec ce référendum, c'est que bien qu'il ait été approuvé par l'écrasante majorité des Musulmans et des Croates bosniaques, les Serbes bosniaques l'avaient boycotté, en avertissant qu'il constituait le prélude à la guerre civile. Après la reconnaissance du gouvernement Izetbegovic par la Communauté européenne et les Etats-Unis, les 6 et 7 avril 1992, les Serbes bosniaques ont attaqué. » Que ces faits essentiels aient été passés sous silence pendant un an et trois mois, voilà qui constitue un bel exemple de comment la presse « libre mais responsable » est manipulée par les impérialistes pour leurs objectifs belliqueux.

La contre-révolution sociale a une fois encore fait des Balkans le point d'embrassement des haines nationalistes, et le conflit intercommunautaire dans l'ex-Yougoslavie pourrait bien être l'étincelle d'une guerre généralisée qui s'étendrait inexorablement. Quand Clinton s'est installé à la Maison Blanche, il a présenté la Bosnie comme un test de la capacité des Etats-Unis à imposer leur volonté dans le « nouvel ordre mondial ». L'hésitation de Washington à engager des troupes au sol reflète le fait que rouler des mécaniques dans cette poudrière de tensions communautaires ne sera probablement pas aussi simple que faire sauter le quartier général d'un seigneur de la guerre en Somalie ou faire traverser le désert à ses chars au Koweït. Mais ce n'est pas parce qu'une intervention militaire risque de provoquer un retour de flamme que les forcenés dotés d'armes nucléaires qui gouvernent ce système irrationnel ne vont pas le faire.

Les marxistes ne soutiennent aucun camp dans l'abominable massacre natio-

naliste/intercommunautaire qui est à la fois un produit et une force motrice de la contre-révolution capitaliste dans l'ancienne fédération yougoslave (slave du Sud). Mais une action militaire impérialiste contre les Serbes changerait fondamentalement le caractère de la guerre. Il y a déjà plus de 25 000 « soldats de la paix » sous les auspices de l'ONU stationnés en Croatie et en Bosnie; le Conseil de sécurité a autorisé des frappes aériennes contre les positions serbes et, maintenant, les Etats-Unis ont expédié environ 300 soldats en Macédoine, sur la frontière sud de la Serbie. C'est là une menace de guerre très claire, un détonateur pour déclencher l'intervention de forces américaines bien plus importantes: comment réagirait Clinton si des troupes hostiles de « l'ONU » étaient stationnées le long de la frontière mexicaine ?

Si les combats actuels en Bosnie devaient s'étendre maintenant au Kosovo et à la Macédoine, ils pourraient entraîner dans le conflit l'Albanie, qui se présente comme le protecteur de la majorité albanaise du Kosovo, ainsi que la Bulgarie et la Grèce, qui ont toutes deux des visées sur la Macédoine. De son côté, la Grèce a entrepris d'expulser des dizaines de milliers de travailleurs albanais, et les Grecs du sud de l'Albanie menacent de faire sécession. L'engagement militaire de soldats américains et/ou européens exacerberait encore davantage les haines nationales entre les peuples des Balkans, intensifierait leur exploitation par l'impérialisme et risquerait de déclencher une guerre dans laquelle les conflits interimpérialistes se retrouveraient au devant de la scène. Nous nous opposons à toute intervention impérialiste, y compris à l'embargo (copié sur celui de la guerre du Golfe) qui a pour but de soumettre les Serbes par la famine. Dans l'éventualité d'une guerre avec les forces expéditionnaires de l'OTAN/ONU, une menace

sans cesse grandissante, nous défendrons les Serbes tout en appelant la classe ouvrière, dans toute l'ex-Yougoslavie, à renverser ses dirigeants nationalistes bourgeois au travers d'une lutte internationaliste pour une fédération socialiste des Balkans !

### Hypocrisie impérialiste et « purification ethnique »

Un supplément spécial du *Neue Zürcher Zeitung* (21 mai 1993), l'organe des banquiers suisses, sur « Les nationalismes aujourd'hui » commence ainsi : « Un spectre hante l'Europe : le spectre du nationalisme. » Les financiers impérialistes, convaincus que l'écroulement du stalinisme a marqué la mort du communisme, voient les guerres nationalistes comme l'obstacle immédiat à leur conquête « pacifique » des marchés d'Europe de l'Est. Un article sur « Les tensions en Europe de l'Est » développe cette idée : « L'âge du nationalisme est derrière nous, mais il est peut-être aussi devant nous. L'Europe est sur le point de se débarrasser avec succès des conséquences de la Deuxième Guerre mondiale, mais c'est pour trébucher une fois encore sur le fatal héritage de la Première Guerre mondiale. La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, deux Etats dont les certificats de naissance avaient été rédigés lors des traités de paix de Paris, ont déjà éclaté. Le pacte du Trianon est de plus en plus la cible des attaques des nationalistes hongrois [...]. Chaque jour, la Turquie regarde de plus en plus vers son passé ottoman. »

Depuis Lénine, les marxistes caractérisent l'impérialisme comme l'époque de la décadence capitaliste. Reconnaisant, fût-ce empiriquement, que le cours du développement historique va en arrière, le publiciste du *Neue Zürcher Zeitung* termine son article par une citation pessimiste du dramaturge romantique autrichien du XIX<sup>e</sup> siècle Franz Grillparzer : « La route de l'éducation contemporaine va de l'humanité - en passant par la nationalité - vers la bestialité. »

De l'Europe centrale au Caucase, l'orgie toujours plus monstrueuse de chauvinisme national et de massacres intercommunautaires est partie intégrante de la restauration capitaliste. Comme nous l'écrivions dans notre article en deux parties « Europe de l'Est : nationalisme et contre-révolution » (*le Bolchévik* n° 118 et n° 119, avril-mai et juin 1992) : « Sans la base sociale d'une véritable bourgeoisie, comme il en existait une en Allemagne de l'Ouest pour l'annexion de la RDA, un nationalisme agressif constitue à la fois la force motrice de la restauration capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique, et aussi un produit de cette campagne contre-révolutionnaire. » Friedrich Engels notait dans son essai sur « Le rôle de la violence dans l'histoire » (1887-88) : « Depuis la fin du Moyen Age, l'histoire travaille à constituer l'Europe sur la base de grands Etats nationaux. Seuls, des Etats de cet ordre sont l'organisation politique normale de la bourgeoisie européenne au pouvoir [...]. »

L'Etat bourgeois est basé sur l'établissement de la position dominante d'une nation et l'oppression de toutes les autres nationalités à l'intérieur de ses frontières. De plus, dans un pays comme la Yougoslavie où les différents peuples sont fortement interpénétrés, les efforts pour consolider des « Etats-nations » homogènes ne peuvent être entrepris qu'en persécutant sauvagement les nationalités rivales qui sont en concurrence pour les territoires disputés. Une solution démocratique et équitable aux revendications nationales conflictuelles dans les Balkans ne peut être obtenue que sous le pouvoir du prolétariat, la seule classe qui n'a aucun intérêt à poursuivre et intensifier les revendications nationales.

Ce qu'on appelle la « purification ethnique » dans l'ex-Yougoslavie - massacres intercommunautaires et transferts forcés de population - a suscité un concert de condamnations indignées de la



Avril 1948 - Les Arabes palestiniens fuient Haïfa pendant la campagne de terreur sioniste de l'«Opération purification pascale».

part des puissances capitalistes mondiales, qui se présentent comme de valeureux défenseurs de l'humanité contre les barbares serbes en comparant la « purification ethnique » en Bosnie à l'holocauste nazi.

- En janvier 1993, un rapport du gouvernement américain déclarait que « ce qu'on appelle la purification ethnique a été pratiqué par les forces serbes en Bosnie à une échelle qui dépasse tout ce qu'on a vu en Europe depuis l'époque nazie ».

- Le ministre allemand des Affaires étrangères, le chrétien-démocrate Klaus Kinkel, parle de « mettre la Serbie à genoux » pour la punir de sa politique de « purification ethnique », tandis que le porte-parole de l'opposition social-démocrate sur la Yougoslavie, Freimut Duve (qui a été le fer de lance de la campagne pour la reconnaissance de la Croatie, point de départ de l'éclatement de la Yougoslavie), la comparait aux « images de Hitler et d'Auschwitz ». Quel culot, venant de la part du IV<sup>e</sup> Reich !

- Israël, dans une déclaration devant l'ONU en août 1992, dénonçait « la "purification ethnique" et les centres de détention en Bosnie-Herzégovine » comme « odieux et méprisables », en les comparant aussi au génocide des Juifs commis par Hitler.

L'abominable guerre intercommunautaire en Croatie et en Bosnie a tué des dizaines de milliers de personnes et a produit plusieurs millions de sans-abri et de réfugiés. Mais tirer un trait d'égalité entre cela et l'horreur de l'extermination de sang-froid, calculée, de six millions de Juifs par Hitler, ainsi que de centaines de milliers de Tsiganes, de millions de Slaves et d'autres considérés comme des *Untermenschen* (sous-hommes), revient à blanchir l'holocauste nazi. Ce que le III<sup>e</sup> Reich a mis à exécution a été un véritable génocide, une tentative d'exterminer littéralement des peuples tout entiers. Ce qui se passe dans les Balkans, ce sont des guerres nationalistes pour des territoires, dont le but est de chasser (« purifier ») d'autres nationalités, non de les exterminer. Les monstrueux assassinats en masse, dans ce cas, sont destinés à terroriser la population pour l'obliger à fuir. Et loin d'être sans précédent, cela a été une pratique courante tout au long de ce siècle, souvent à une échelle dépassant de loin les atrocités de Bosnie.

Alors même qu'elles parlent de génocide, les puissances européennes ont réagi à la vague de réfugiés en fermant leurs frontières, pendant que les fascistes font régner la terreur anti-immigrés. Cela aussi n'est pas sans précédent. Dans les années 1930 et 1940, les impérialistes américain et européens ont utilisé les quotas pour limiter l'immigration des Juifs d'Europe de l'Est - et des diri-

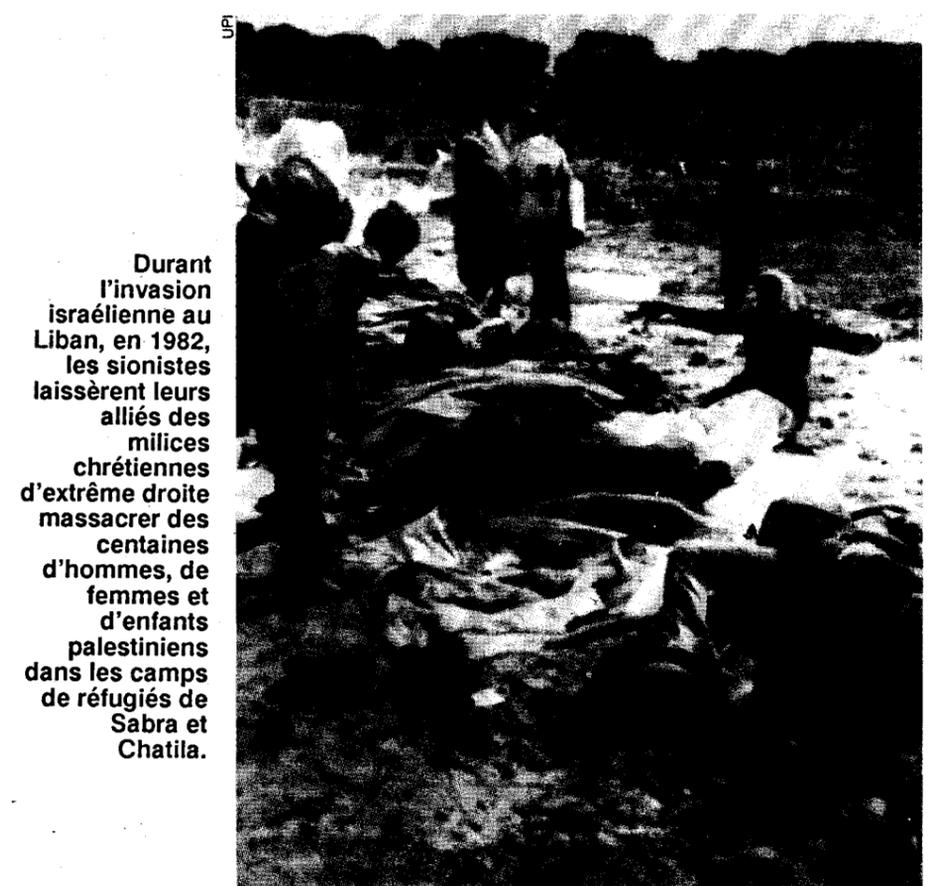
geants juifs américains de premier plan se sont opposés à ce que l'Amérique ouvre ses portes aux réfugiés qui fuyaient l'holocauste nazi. L'impérialisme allemand, lui, s'est livré à une « purification ethnique » massive de ce qu'il considérait comme son *Hinterland*, avec une technologie inaccessible aux populations hostiles

vagerie intercommunautaire pour chasser ou éliminer les minorités nationales.

### L'héritage du « diviser pour régner » impérialiste

Un article de George Kennan (« La crise des Balkans : 1913 et 1993 », *New York Review of Books*, 15 juillet 1993) notait « les cas nombreux et déprimants de similarité entre ce qui se passait en 1913 dans les Balkans et ce qui s'y passe aujourd'hui ». Les guerres balkaniques de 1912-13, qui ont été le prélude à la Première Guerre mondiale, furent menées avec d'indiscrètes atrocités dans tous les camps. Quand la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro chassèrent l'empire ottoman d'Europe, ils chassèrent aussi plus de cent mille Turcs. Par la suite, quand ces Etats se disputèrent le territoire de la Macédoine (la meilleure part du butin de la victoire sur les Ottomans), des dizaines de milliers d'autres personnes furent chassées de chez elles : Bulgares chassés de Macédoine par les Grecs, Grecs chassés de Macédoine par les Serbes, etc. Un article sur « Les migrations raciales dans les Balkans » publié dans le *Geographical Journal* en 1925 recense sept cas de transferts forcés de population pendant la période 1912-14.

Pendant ce temps, tandis que l'empire ottoman moribond perdait ses territoires européens, les « jeunes Turcs » au pouvoir à Constantinople consolidaient leur pouvoir sur un programme de nationalisme turc, ce qui signifiait se débarrasser des minorités nationales et transformer



Durant l'invasion israélienne au Liban, en 1982, les sionistes laissèrent leurs alliés des milices chrétiennes d'extrême droite massacrer des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila.

les unes aux autres de l'Europe du Sud. Et les Etats-Unis ont lâché la bombe atomique sur le Japon, anéantissant ainsi en un clin d'œil des centaines de milliers de personnes.

Au cœur de l'hypocrisie impérialiste autour de la « purification ethnique », il y a le fait que ce qui se passe en Bosnie est un phénomène récurrent à l'époque de la décadence capitaliste, où la barbarie impérialiste recoupe celle des sociétés capitalistes et pré-capitalistes arriérées. La formation des Etats-nations classiques en Europe de l'Ouest, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, a aussi été un processus sanglant et long. Mais ce processus était lié à l'extension du commerce, au développement du marché national et à la montée de la bourgeoisie. Mais sous l'impérialisme, dans des pays capitalistes relativement arriérés, le développement d'une économie nationale et l'émergence d'une bourgeoisie vigoureuse sont entravés par l'exploitation et la domination impérialistes. C'est pourquoi la consolidation nationale, sous le capitalisme, est réduite à sa composante brutale de sau-

l'empire en un Etat turc homogène. En 1915, les « jeunes Turcs » ordonnèrent la déportation de la population arménienne, qui était profondément interpenétrée avec la population turque de l'est de l'Anatolie. En pratique, les déportations se transformèrent en une orgie de tueries, au cours desquelles périrent des centaines de milliers, peut-être un million et demi d'Arméniens. Auparavant, les Arméniens, sous la direction du parti nationaliste Datchak, avaient tenté sans succès de constituer une « grande Arménie ». C'était, comme l'explique l'historien Bernard Lewis, « une lutte entre deux nations pour la possession d'une seule patrie, qui s'est terminée avec l'effroyable holocauste de 1915 » (*The Emergence of Modern Turkey* [1968]).

Les « jeunes Turcs », dirigés par Mustapha Kemal Pacha (Atatürk), s'attaquèrent ensuite à leur population grecque, incendiant la ville côtière de Smyrne en 1919 et massacrant des dizaines de milliers de personnes (après que les Grecs eurent occupé militairement la ville et

## Purification...

Suite de la page 9

chassé la population turque avec une vague d'atrocités). Les impérialistes victorieux intervinrent à ce moment-là et parrainèrent un programme de transferts massifs de populations entre la Grèce, la Turquie et la Bulgarie. Plus de deux millions de personnes furent « échangées » entre la Grèce, la Turquie et la Bulgarie au courant des années 1920, chassées de chez elles, dépouillées de leurs biens et expulsées brutalement – sous les auspices de la Société des Nations. De cette manière, la Bulgarie s'est débarrassée de la totalité de sa population grecque, la Grèce s'est débarrassée de la moitié de ses Bulgares et de presque tous ses Turcs, et la Turquie s'est débarrassée de ses Grecs (restaient les Kurdes, qui sont toujours les victimes d'une guerre interminable menée par le gouvernement turc).

Mais les Balkans et les régions voisines sont loin d'être le seul endroit où une telle « purification ethnique » a eu lieu. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la partition de l'Inde par les impérialistes britanniques en 1947 – couronnant 350 ans de politique coloniale de « diviser pour régner » – a déclenché un des plus abominables massacres intercommunautaires et peut-être le transfert forcé de population le plus massif dans l'histoire. Découpant des provinces où musulmans, hindous et autres groupes religieux étaient fortement interpénétrés (Pendjab et Bengale), la partition en une Inde dominée à 80% par les hindous et un Etat confessionnel islamique pakistanais a provoqué le massacre d'un à deux millions de musulmans, de sikhs et d'hindous, et l'émigration forcée de plus de onze millions de personnes. Des colonnes gigantesques de centaines de milliers de



En cinq ans de bain de sang intercommunautaire, les Arméniens chrétiens ont chassé la population azérie musulmane de l'enclave du Nagorny-Karabakh, en Azerbaïdjan. Ci-dessus, au printemps 1993, des Azéris sont évacués de leur terre natale.

promettait de « garantir un foyer national pour la nation afrikaner » en dirigeant tous les Noirs vers différentes régions abritant chacune un groupe ethnique (et incluant les territoires des protectorats britanniques d'alors, Swaziland, Basutoland et Bechuanaland), en rangeant les « métis » dans une « nation métisse » séparée et en déportant toute la population indienne vers l'Inde.

Les idéologues de l'apartheid, formés pour une large part dans les universités

tans misérables afin de limiter et de réguler la présence des Noirs dans les villes et les régions blanches. Il approfondit et durcit le système déjà existant de séparation raciale stricte au moyen d'une vaste panoplie de lois racistes destinées à enrégimenter totalement la main-d'œuvre noire afin d'en extorquer des profits accrus. Les Noirs sud-africains furent transformés en travailleurs migrants, arrachés de chez eux, dépouillés de leurs droits et déclarés étrangers dans leur propre pays. Les Noirs « improductifs » – les vieillards, les femmes, les enfants, les infirmes et les chômeurs – étaient rejetés dans les territoires désolés des bantoustans. Depuis 1948, entre quatre et huit millions de Noirs ont été transférés de force – expulsés des zones urbaines, chassés de la terre ou conduits d'une misérable township à une autre (Elaine Unterhalter, *Forced Removal* [1987]).

Ailleurs en Afrique, la population asiatique (majoritairement indienne) tout entière d'Ouganda, quelque 50 000 personnes, a été expulsée de force fin 1972 par le dictateur sanguinaire Idi Amin. Les impérialistes britanniques avaient à l'origine amené les Indiens dans l'est de l'Afrique dans les années 1890 pour construire le chemin de fer de l'Est africain. Les Indiens occupaient une position dominante dans le commerce de détail du pays – ce pour quoi Amin les a attaqués comme étant les « Juifs bruns d'Afrique de l'Est ». L'expulsion des Asiatiques déclencha une orgie de pillages de leurs magasins, maisons et propriétés, par une petite-bourgeoisie noire avide composée des officiers de l'armée et de leurs protégés. Comme nous l'écrivions à propos de l'expulsion des Asiatiques et des massacres de tribus rivales commis par Amin, « le nationalisme au pouvoir, même le nationalisme d'un peuple anciennement opprimé, cherche à consolider un Etat racialement homogène en employant les méthodes brutales de la construction des Etats-nations bourgeois : assimilation forcée, expulsion ou génocide des minorités raciales et nationales » (*Workers Vanguard* n° 118, 16 juillet 1976).

Quand différents nationalistes d'Afrique ou d'autres régions du tiers monde tentent de « construire une nation » à l'époque où nous vivons, ils sont bloqués par l'héritage et la perpétuation de la domination impérialiste. La théorie et le programme de la révolution permanente de Léon Trotsky expliquent que dans les pays coloniaux et néo-coloniaux les tâches de la révolution démocratique bourgeoise, incluant la solution juste et démocratique de la question nationale, ne peuvent être

accomplies que sous la dictature du prolétariat, dirigée par un parti bolchévique.

## Racisme et « purification ethnique »

A lire la presse impérialiste, on a l'impression que la « purification ethnique » est seulement le fait de peuples tribaux arriérés, mus par des « haines ancestrales » et des rivalités nationales. En réalité, la montée du nationalisme accompagne l'expansion du capitalisme, et les transferts forcés de populations sont le fait de nations parmi les plus « civilisées ». Récemment, avec l'éclatement de l'Union soviétique, l'Occident capitaliste a pris fait et cause pour les Arméniens chrétiens en lutte contre les Azéris musulmans pour le contrôle de la région montagneuse du Nagorny-Karabakh, dans le Caucase, un des endroits du monde où les nationalités sont les plus diverses et les plus interpénétrées. On a beaucoup entendu parler de l'abominable pogrome contre les Arméniens à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, mais peu de la « purification ethnique » systématique menée par les Arméniens.

Cette guerre a éclaté en 1988, quand la perestroïka de Gorbatchev attisait les conflits nationaux dans les régions frontalières de l'Union soviétique, où les régions économiquement plus avancées suivaient la logique du marché capitaliste en cherchant à prendre l'avantage sur leurs voisins moins développés. (De façon similaire, les fers de lance de la destruction de la Yougoslavie ont été la Slovénie et la Croatie, régions économiquement les plus prospères.) Un quart de la population de l'enclave à majorité arménienne du Nagorny-Karabakh, une région autonome de l'Azerbaïdjan, était azérie, mais elle a maintenant été entièrement chassée : les deux camps ont lancé une guerre abominable faite de villages incendiés, de mutilations et de massacres. En cinq années de combats, plus d'un demi-million de personnes en Arménie et en Azerbaïdjan ont été chassées de chez elles.

Les combats n'étaient aucunement limités à l'enclave disputée. En avril 1993, les Arméniens se sont emparés d'une large bande de territoire et ont chassé des dizaines de milliers de villageois azéris de chez eux pour établir un couloir d'accès au nord du Nagorny-Karabakh, annexé *de facto*. Mais les actions militaires des Arméniens ne visent pas uniquement les Azéris. En mai 1992, les forces arméniennes ont ouvert un couloir au sud du Nagorny-Karabakh en prenant le village de Lachin. Quand Lachin fut totalement incendié par les troupes arméniennes, les articles de presse firent à peine mention du fait que ce village était le centre de la population kurde dans la région. Jonathan Steele, dans le *Guardian* de Londres (25 mai 1992) rapportait que le ministre arménien des Affaires étrangères avait publié « un communiqué extraordinaire [...] qui déclarait que la "population kurde" de Lachin avait donné son accord à l'ouverture du couloir vers l'Arménie ». Si cela était vrai, faisait remarquer Steele, « on se serait attendu à voir les Kurdes locaux acclamer les libérateurs arméniens. On n'en voyait aucun. »

Ce n'est cependant pas si extraordinaire que ça. Cela rappelle l'affirmation des sionistes israéliens comme quoi, en 1948, les Arabes palestiniens auraient abandonné leurs maisons de leur plein gré. En réalité, c'était un cas classique de « purification ethnique » à une échelle de masse. Au moyen d'une vague de massacres et d'atrocités destinés à terroriser les Arabes palestiniens et à les chasser de leurs terres, les sionistes ont vidé de leur population quelconque 350 villes arabes et chassé 700 000 réfugiés palestiniens. Le dirigeant sioniste Ben Gourion appelait cela « le nettoyage des implantations arabes » (Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949* [1987]).

La résolution adoptée par l'ONU le 27 novembre 1947 sur la partition, qui pré-



Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les fascistes oustachis croates ont massacré des centaines de milliers de Serbes.

réfugiés terrorisés, fuyant les carnages, ont traversé la nouvelle frontière dans les deux sens.

Une histoire de cette période décrit le massacre : « En Inde, des hindous et des sikhs fouillèrent des trains entiers de réfugiés et massacrèrent tous les mâles circoncis. Au Pakistan, des musulmans égorgèrent tous les hommes qui ne l'étaient pas » (Dominique Lapierre et Larry Collins, *Cette nuit la liberté* [1975]).

Ou prenons le cas de l'Afrique du Sud. Les dirigeants partisans de la domination blanche n'ont pas cherché à exterminer ou à chasser les Noirs, parce que c'était la surexploitation impitoyable des ouvriers noirs qui créait les surprofits des magnats de l'or et du diamant. Mais le nationalisme afrikaner était nourri par la peur coupable de voir la majorité noire renverser les termes de l'oppression. Le Parti national est arrivé au pouvoir en 1948 sur un programme d'apartheid (« séparation »), ou ségrégation forcée, qui

allemandes des années 1930 et profondément influencés par le délire raciste des nazis, étaient regroupés dans le Broederbond, le noyau du mouvement nationaliste afrikaner. Ils rêvaient de faire éclater l'Afrique du Sud selon des lignes de partage raciales et de la restructurer comme un patchwork de « nations » séparées, dans lequel les Blancs afrikaners se verraient garantir une existence nationale séparée, avec leur culture distincte. Mais après être arrivé au pouvoir, le dirigeant nationaliste D.F. Malan a dû affronter le fait que « notre structure économique tout entière est, dans une large mesure, basée sur le travail non blanc » et que la « séparation territoriale [aurait] eu pour résultat que les Européens auraient dû effectuer tout le travail eux-mêmes » (Brian Bunting, *The Rise of the South African Reich* [1986]).

Le Parti national, arrivé au pouvoir, organisa de vastes transferts de la population noire, mettant en place des bantous-

voyait de diviser la Palestine en un Etat juif et un Etat arabe palestinien (division dans laquelle les sionistes, qui possédaient seulement 6% de la terre en Palestine, devaient se voir attribuer environ 55% du pays), déclencha une guerre intercommunautaire entre le peuple arabe et le peuple de langue hébraïque pour le contrôle du même territoire. En mai 1948, quand les Britanniques se retirèrent de Palestine, une deuxième guerre, se superposant au conflit intercommunautaire, éclata entre Israël et les Etats arabes. La guerre entre les sionistes et les Etats arabes avait été préparée par une série de réunions entre les sionistes et la monarchie hachémite de Transjordanie, pour garantir que la force arabe la plus importante, la Légion arabe de Transjordanie, ne chercherait pas à s'emparer des terres attribuées par l'ONU aux sionistes.

Dans la guerre intercommunautaire, les sionistes ont bénéficié dès le départ d'une supériorité militaire écrasante sur les Arabes palestiniens. Les Britanniques avaient toléré l'existence des unités sionistes « officielles » de la Haganah et de Palmach ; ils les avaient même entraînées et armées en 1937 pour aider à écraser la révolte arabe de 1936-39, puis à nouveau pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les milices villageoises arabes n'avaient ni formation militaire ni stocks d'armes, et elles ne reçurent quasiment aucun soutien de la part de la Ligue arabe, tout aussi opposée que les sionistes à la création d'un Etat arabe palestinien. Le « plan D » (plan Dalet), le plan militaire des sionistes mis en application dès le début du retrait britannique, donnait le feu vert aux responsables militaires sur le terrain pour se livrer à une « purification ethnique » à une échelle de masse. Voici quelques dispositions clés : « Destruction de villages (incendie, dynamitage et pose de mines dans les décombres), en particulier pour les centres de population difficiles à contrôler en permanence. Organiser des ratissages et des opérations de contrôle selon les directives suivantes : encercler le village et en fouiller l'intérieur. En cas de résistance, la force armée doit être liquidée et la population expulsée hors des frontières de l'Etat » (Journal of Palestine Studies, automne 1988).

Les attaques sionistes contre les villages arabes étaient soigneusement coordonnées avec les tactiques de « guerre psychologique » destinées à semer la terreur parmi la population arabe. Les haut-parleurs de la Haganah étaient invariablement utilisés pendant les attaques pour diffuser ce qu'un officier israélien décrivait comme des « sons d'horreur » - hurlements, pleurs, sirènes et cris de douleur des femmes arabes - interrompus par des appels : « Fuyez pour sauver vos vies ! Les Juifs utilisent des gaz toxiques. » Les programmes de la « radio hébraïque libre » contenaient des menaces en arabe comme quoi le choléra, le typhus et d'autres maladies « vont se répandre largement en avril et mai parmi les Arabes » (Erskine Childers, « The Wordless Wish: From Citizens to Refugees », The Transformation of Palestine, textes rassemblés par Ibrahim Abu-Lughod [1971]).

« Opération purification pascale » (Bi'ur Hametz) était le nom donné par la Haganah à sa campagne menée en avril 1948 pour expulser la population arabe (70 000 personnes) de la ville mixte de Haïfa. Ce nom fait référence à la tradition juive de brûler tout le levain (hametz) trouvé dans la maison la veille de la fête de pâques. Les ordres donnés au 22<sup>e</sup> bataillon (brigade Carmeli) étaient « de tuer tous les [hommes adultes] arabes rencontrés » et de brûler « tous les objectifs qui peuvent être incendiés ». Dans une scène qui rappelle ce qui se passe aujourd'hui à Sarajevo, l'artillerie et les tireurs embusqués sionistes avaient ouvert le feu depuis le mont Carmel et les hauteurs de Haïfa sur les habitants arabes terrifiés. Pendant que les haut-parleurs hurlaient leurs « sons d'horreur » et que

les bâtiments étaient bombardés autour d'elle, la population paniquée s'enfuit vers la zone du port ; d'innombrables vieillards, femmes et enfants furent piétinés dans la panique ou tombèrent sous les

ment la mise en application du programme inhérent à tout nationalisme. En tant que marxistes, nous nous opposons à toutes les formes de nationalisme et nous luttons pour l'internationalisme prolé-

Slovénie relativement développée, favorisant ainsi la montée de forces nationalistes à l'intérieur de la bureaucratie. Comme nous l'écrivions dans notre article en deux parties sur « La question nationale en Yougoslavie » (Workers Vanguard n° 106 et 110, 23 avril et 21 mai 1976), « la banqueroute du titisme et son incapacité à résoudre la question nationale ne font que démontrer que même dans des circonstances exceptionnelles où ils ont renversé la bourgeoisie, les staliniens - de tout type - sont incapables de résoudre entièrement même les tâches démocratiques révolutionnaires. Le consentement donné par Tito au sabotage de la révolution grecque par Staline a laissé un quart de million de Macédoniens, ou plus, sous l'oppression capitaliste. De plus, l'incapacité à mener autre chose qu'une lutte nationaliste contre la suzeraineté du Kremlin signifie que la rupture avec Moscou a dans les faits repoussé aux calendes grecques tous les espoirs d'une fédération balkanique. Les populations albanaise et macédonienne divisées sont aujourd'hui des pions dans les querelles interbureaucratiques de Moscou, Pékin et Belgrade. Aujourd'hui, même les grandes réalisations de la révolution yougoslave (le renversement des rapports de propriétés capitalistes et le dépassement des conflits nationaux sanglants qui ravageaient la Yougoslavie bourgeoise) sont menacées par des forces centrifuges encouragées (largement à son corps défendant) par la bureaucratie. Les conditions sont en train de s'accumuler pour une guerre civile sanglante en Yougoslavie et, étant donné les disparités économiques régionales, cette guerre pourrait bien prendre le masque d'une lutte de "libération nationale". C'est l'héritage du titisme, du stalinisme, "à visage humain". C'est un héritage que les masses ouvrières doivent surmonter en construisant un parti d'avant-garde trotskyste capable de mener à bien une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie titiste et créer ainsi les conditions d'une extension internationale de la révolution. »

Avec la disparition sanglante de l'Etat ouvrier déformé yougoslave, les vrais communistes doivent lutter pour une révolution socialiste contre tous les régimes capitalistes, sur la base d'un programme internationaliste pour une fédération socialiste des Balkans dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe.

[ A suivre ]



**Partisans yougoslaves en mai 1944. La lutte antifasciste de Tito, qui a renversé le capitalisme, avait jeté les bases de l'unité des peuples de Yougoslavie.**

balles des sionistes.

Un article de Guy Erlich dans le journal de Tel-Aviv Ha'ir (6 mai 1992) cite l'ancien directeur des archives de l'armée israélienne, Ariyeh Yitzhaki, qui, sur la base des documents gouvernementaux auxquels il a eu accès, estime que dans la guerre de 1948 les Israéliens ont commis « au moins 20 grands massacres » de plus de 50 personnes et environ une centaine de « petits massacres ». Yitzhaki poursuit : « Pour beaucoup d'Israéliens, il était facile de s'accrocher à la fausse affirmation que les Arabes avaient quitté le pays parce que c'était ce qu'avaient ordonné leurs dirigeants. C'est un mensonge total. La cause fondamentale de la fuite des Arabes a été leur peur de la violence des Israéliens, et cette peur avait une base dans la réalité. De presque tous les rapports qui figurent dans les archives de l'armée sur l'occupation des villages arabes en mai-juillet 1948 (le point culminant de la confrontation avec les villageois arabes), émane l'odeur du massacre. »

**Pour l'internationalisme prolétarien !**

La « purification ethnique » est simple-

rien. Concernant la guerre israélo-arabe de 1948, le programme trotskyste est en faveur du défaitisme révolutionnaire lors des affrontements entre les armées arabes et sioniste, et en faveur de l'autodéfense des villages et des populations attaqués. De même, dans les guerres ethno-nationalistes qui ravagent l'ex-Yougoslavie, nous ne choisissons aucun camp. Mais la victoire des partisans de Tito après la Deuxième Guerre mondiale a montré que, malgré des siècles de conflits ethniques et les souvenirs encore tout frais de l'histoire récente des massacres intercommunautaires par les oustachis croates et les tchetniks serbes, l'unité des peuples slaves du sud et des autres habitants de la Yougoslavie était possible sur la base du pouvoir d'Etat prolétarien.

Cependant, le régime de Tito était un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, et la perspective nationaliste de « socialisme dans un seul pays » avancée par la bureaucratie stalinienne a empêché une résolution complète de la question nationale. Le « socialisme de marché » de Tito a renforcé les disparités régionales flagrantes entre un Kosovo arriéré et une

**Campagne d'abonnements au Bolchévik**

**Le Bolchévik**  
(incluant Spartacist)

- 30 F pour 10 numéros
- 15 F pour 5 numéros

Algérie : 30 DA - Maroc : 20 DH  
Tunisie : 3 000 m - Canada : 12 \$  
Belgique : 150 FB

**Workers Vanguard**  
(incluant Spartacist, Women & Revolution, Black History)

- 200 F pour 24 numéros

**Quotas**

Paris : 300 pts  
Rouen : 80 pts



Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Tél : \_\_\_\_\_

Chèque à l'ordre du Bolchévik - BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

## Croisade...

Suite de la page 2

nale» autour de la bourgeoisie et pour faire accepter les pires mesures contre les travailleurs, les jeunes et tous les opprimés.

Mais, la polémique soulevée par Vergès, qui accuse Mitterrand d'avoir voulu le faire abattre (une hypothèse que n'écarte d'ailleurs pas l'ancien patron de la DGSE, Marion), a révélé qu'effectivement le chef de l'Etat français recourt le plus simplement du monde au terrorisme. *Le Monde* des 21-22 août décrit ainsi comment il désigne à ses tueurs les « cibles humaines » à « éliminer physiquement » : « [Le feu vert] est donné à l'occasion d'un tête-à-tête, qui reste silencieux, avec le chef de la DGSE. Le "patron" des services spéciaux tend une feuille de papier anonyme au chef de l'Etat, dressant une liste des objectifs éventuels. Le président appose une croix devant la "cible" retenue. Il ne prononce pas un seul mot qui puisse ressembler à une consigne. » Cette pratique, apprend-on encore, a été monnaie courante pendant la guerre d'Algérie. Les vrais terroristes sont bien là : les dirigeants impérialistes qui, pour maintenir leur domination sur la planète, ont les mains couvertes du sang des peuples coloniaux et des travailleurs.

### Racisme et « grandeur de la France »

Le consensus autour de la croisade raciste antiterroriste est une « union sacrée » autour de la bourgeoisie pour défendre les intérêts de la France impérialiste. Et le racisme en est un instrument. Il a toujours exprimé la domination impérialiste d'une bourgeoisie surexploitant des peuples coloniaux, et la poursuite de cette surexploitation au sein même de la métropole des immigrés originaires de « ses » colonies – main-d'œuvre ségréguée et terrorisée, désignée comme bouc émissaire pour tous les maux du capitalisme. De plus en plus, il exprime aussi la frustration d'un impérialisme qui se voit mis sur la touche en Europe par son « allié » allemand et qui perd même pied dans son ancienne chasse gardée africaine. Ce racisme n'en est que plus agressif et dangereux.

Le ministre des Affaires étrangères Juppé s'interrogeait récemment sur ce qu'il appelle la « situation originale » de la France : « D'un côté le réalisme devrait parfois l'inciter à la modestie ou à la prudence [...]. Mais d'un autre côté, nous éprouvons la volonté d'agir » (*Le Monde*, 2 septembre). Pour rester une « grande puissance », Juppé a trouvé la solution : « La volonté de tenir son rang » !! C'est bien ce qu'elle a cherché à faire au Rwanda. En intervenant dans ce pays, elle a, derrière l'écran « humanitaire », permis de sauver un nombre important de ses protégés au pouvoir qui battaient en retraite devant les forces du FPR. Les escadrons de la mort de l'ancien président Habyarimana ont pu se rassembler, se réorganiser et se réarmer dans la « zone humanitaire sûre » tenue par la soldatesque raciste française, puis au Zaïre, avec l'espoir de pouvoir revenir (et avec eux leur maître impérialiste français). Mais, malgré les cocoricos d'usage, l'impérialisme français a bel et bien été incapable de maintenir son influence sur ce pays, au profit de ses concurrents anglo-saxons.

Mitterrand, dans son interview au *Figaro* (9 septembre), fulmine : « Certaines campagnes anglo-saxonnes s'inscrivent dans une continuité historique vieillissante. Ce qui reste du Colonial Office n'a jamais cessé d'adopter à l'égard de la politique française en Afrique et au Levant [sic] une attitude d'extrême méfiance et de compétition. » La « continuité historique », bien loin d'être « vieillissante », est le retour en force des anciennes rivalités interimpérialistes que la lutte contre l'ennemi commun soviétique faisait passer à l'arrière-plan. Comme l'écrit avec luci-

dité le social-démocrate Gilles Martinet, « la diplomatie française a été la principale victime de la chute du communisme. L'éclatement de l'empire soviétique, suivi de celui de l'URSS elle-même, la prive d'une marge de manœuvre (en partie fictive, en partie réelle) dans sa politique d'indépendance à l'égard des Etats-Unis » (*Le Réveil des nationalismes français*). En particulier, au Proche-Orient et surtout en Afrique (où l'impérialisme français a été historiquement une puissance dominante), les « alliés » n'ont plus besoin de la France comme contrepoids à l'influence soviétique.

La même mésaventure qu'au Rwanda risque de lui arriver en Algérie (lire notre article en dernière page). Mais là, les enjeux sont autrement plus sérieux. Et

poussée de bonapartisme policier tendant à combler les vides et les faiblesses du gouvernement de cohabitation.

« Le règne de quatorze ans de François Mitterrand, autrefois symbole pour beaucoup de Français de l'espoir en une France nouvelle et meilleure, finit en gueule de bois », écrit l'hebdomadaire allemand *Die Woche* (Hambourg). Le régime de Mitterrand, dit « de gauche », s'est largement discrédité par sa politique au service de la bourgeoisie. Resté à la présidence de la République malgré sa cinglante défaite aux élections législatives de 1993, il est entré dans sa phase finale. Le cadavre de ce régime se décompose en exhalant la puanteur du passé vichyste de Mitterrand et des liens nauséabonds qu'il en a gardés sa vie durant (lire en

parlement, dans la rue, en s'appuyant sur des bandes de petits-bourgeois et de lumpens qu'il lance contre le mouvement ouvrier et contre les immigrés. Pour l'heure, la bourgeoisie ne considère les fascistes que comme une force auxiliaire de répression. La « police républicaine » lui suffit aujourd'hui pour faire le travail. Pasqua, qui déclarait, en 1988, partager « les valeurs du Front national » coupe même l'herbe sous le pied des fascistes en reprenant (au nom de la « paix sociale » menacée par les « extrémistes ») une bonne partie de son programme raciste. Mais, dans le même temps, cela donne au FN une « respectabilité », tout en l'obligeant à radicaliser sa politique. En témoigne dernièrement l'exclusion du FN d'un dénommé de Saint-Affrique qui avait dénoncé publiquement le numéro deux du FN, Mégret, pour « protéger des nazis, des admirateurs de l'Allemagne hitlérienne au sein du FN » (*Le Monde*, 4-5 septembre). La belle « découverte » !

Une direction lutte de classe au prolétariat aurait cherché à exploiter les victoires partielles de la grève d'Air France et du retrait du CIP pour passer à une contre-offensive généralisée. Elle lutterait aujourd'hui pour mobiliser les travailleurs et la jeunesse afin de briser l'« union sacrée » raciste que tente d'imposer le gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua. Mais les directions actuelles du mouvement ouvrier font à nouveau preuve de leur attachement au capitalisme en se gardant bien de la moindre initiative pouvant mettre en danger ce gouvernement. Ce faisant, elles ont même permis de reprendre l'offensive à Air France après la victoire retentissante qu'y avaient remportée les travailleurs à l'automne 93. Par leur politique couarde de collaboration de classes et par leur participation au consensus raciste, elles laissent finalement le champ libre aux forces hideuses qui se profilent derrière le « premier flic de France ». Pasqua, s'il est désormais indispensable à tout présidentiable de droite, se peaufine une image de « sauveur », à poigne, de l'« ordre » bourgeois en cas d'aggravation de la situation sociale et politique, prêt à recourir aux mesures d'un Etat policier pour mettre au pas la classe ouvrière et la jeunesse.

Tout au long de l'année, cette classe ouvrière et cette jeunesse, ethniquement intégrées, ont montré par leurs luttes qu'elles ne sont pas prêtes à accepter, au nom de l'« union sacrée », de faire les frais de la crise du capitalisme, avec son cortège de chômage, de misère, de racisme et de guerre. Ce qui a manqué à leurs luttes, et ce qu'il faut construire, c'est un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, combattant pour instaurer un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie. ■



Le Bolchévik

**Manifestation du 26 octobre 1993 derrière les grévistes d'Air France. Le gouvernement a battu en retraite devant la puissance ouvrière.**

c'est ce qui a provoqué l'attaque, d'une violence inhabituelle, de Pasqua contre les USA, l'Angleterre et l'Allemagne, accusés de protéger les « terroristes islamistes ». Les enjeux ne sont pas juste économiques. Ils sont aussi politiques. L'Algérie a été clef dans la naissance et le développement de l'impérialisme français, pour devenir une puissance mondiale. Bien que chassée d'Algérie par la lutte victorieuse du peuple algérien pour son indépendance en 1962, la classe dirigeante française a continué de piller et d'étrangler ce pays avec des liens néo-coloniaux, et d'y puiser sa main-d'œuvre bon marché. Et elle considère toujours l'Algérie comme sa colonie.

Toute évolution politique en Algérie a et aura des répercussions en France – ne serait-ce que du fait de l'importante communauté d'origine algérienne – et sur la France et sur son rôle « puissance mondiale » (ou plus exactement sur ce qu'il en reste). En lançant sa croisade « anti-islamiste », le gouvernement cherche à terroriser la communauté d'origine algérienne en France – et en général d'origine maghrébine –, et à décourager les candidats algériens à l'émigration en leur montrant que le sort qui leur sera réservé de ce côté-ci de la Méditerranée ne sera guère plus enviable ; il lance aussi un message aux islamistes algériens aux portes du pouvoir (avec lesquels il négocie d'ailleurs en secret via Khartoum notamment) : Vous devez compter avec la France. Rien ne se fera en Algérie sans nous !

### Pasqua président ?

Devant le spectacle d'une police toute puissante et de son chef omniprésent, s'érigeant en juge et définissant jusqu'à la diplomatie algérienne de la France, plusieurs commentateurs, à l'étranger comme en France, se sont demandé si Pasqua ne s'était pas emparé des rênes du gouvernement. Le ministre de l'Intérieur n'a certes pas fomenté un coup d'Etat policier (même à froid), néanmoins on a assisté cet été à une sinistre

page 4 notre article). Et tandis que la droite revancharde s'avère incapable de briser la résistance de la classe ouvrière pour imposer les mesures de régression sociale qu'exige la bourgeoisie, cette dernière s'inquiète de la capacité des directions réformistes du PS, du PCF et des syndicats à canaliser et dévoyer une explosion des luttes ouvrières dans le piège du parlementarisme et de la collaboration de classes.

En l'absence de la classe ouvrière luttant pour instaurer son propre pouvoir, cette situation de crise de la « démocratie » et de l'économie capitalistes, sur fond d'affaires de corruption impliquant patrons et politiciens, offre un terrain fertile aux fascistes de Le Pen et – juste à leurs côtés – aux populistes de droite ultra chauvins de De Villiers. La fonction du fascisme est d'offrir à la bourgeoisie une solution ultime à sa crise hors du

## Meeting de la LTF

« Lutte antiterroriste » = terreur anti-immigrée  
**A bas la croisade raciste  
 de Mitterrand-Pasqua !**

Vendredi 25 novembre

19H30

LSC : 69 Ter rue de la Chapelle 75018 PARIS

M° Porte de la Chapelle

## Algérie...

Suite de la page 16

immédiatement leurs portes seraient « incendiées ou dynamitées ».

### L'Algérie dans le « nouveau désordre mondial »

La situation dramatique que connaît l'Algérie est le fruit d'un siècle d'oppression et de pillage coloniaux directs, suivi de trois décennies d'exploitation néocoloniale. Le régime appuyé par l'armée est le laquais des vampires du FMI et des banques internationales. En avril, le FMI et les principales puissances impérialistes ont imposé à l'Algérie un plan d'austérité encore plus drastique, comprenant notamment une réduction du budget de l'Etat, une baisse brutale des salaires et la suppression des subventions pour les produits alimentaires et d'autres produits de première nécessité. Or, c'est précisément le désespoir de larges secteurs de la population, broyée par l'état de l'exploitation impérialiste, qui les pousse dans les bras du FIS, dont la démagogie semble offrir une solution radicale à la crise.

Avec la restauration du capitalisme en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, l'impérialisme veut imposer des diktats draconiens à tous les pays néocoloniaux, dont beaucoup, comme l'Algérie, avaient pu se ménager une marge de manœuvre (limitée) en se servant de l'URSS comme d'un contrepoids aux impérialistes. Washington, en proclamant un « nouvel ordre mondial », menace de s'en prendre à qui bon lui semble, comme il l'a démontré avec le « massacre du désert » de dizaines de milliers d'Irakiens lors de la guerre du Golfe. Mais les Etats-Unis s'inquiètent de ce que la force montante de l'intégrisme islamique en Algérie puisse conduire à un régime hostile à leurs intérêts. Alors que la France a adopté une ligne dure contre le FIS, l'administration Clinton a donc rencontré des représentants du FIS et pousse à la formation d'un gouvernement de coalition. Un rapport de la CIA daté du 17 janvier faisait état d'assurances données par le FIS comme quoi il respecterait les contrats pétroliers et gaziers avec les Etats-Unis (*Le Nouvel Afrique Asie*, juin).

En fait, il y a une concurrence à peine voilée entre l'impérialisme américain et l'impérialisme français à propos de l'Algérie. A la réunion des puissances impérialistes du G-7 à Naples, début juillet, les Etats-Unis (passant outre aux objections

françaises) ont fait insérer dans le communiqué final un appel au dialogue avec les intégristes algériens. Le 7 juin, dans une interview télévisée accordée en commun avec Mitterrand, Clinton a appelé le régime d'Alger « à élargir sa base » et à « tendre la main aux groupes dissidents qui ne sont pas impliqués dans le terrorisme ».



A. Pacelli/Sipa/Volpe

**Le président Zéroual (ci-dessus) a engagé des négociations avec les dirigeants du FIS Ali Belhadj (à gauche) et Abassi Madani (à droite).**



Le Segretain/Sygnma

Mais Washington n'a pas des liens seulement avec les « modérés ». Djaafar El Afghani, le dirigeant des « durs » du GIA tué à Alger en février dernier, avait combattu plusieurs années durant en Afghanistan avec le dirigeant *moudjahidin* favori de la CIA, le « commandant » Massoud. Echaudés par leur expérience en Iran, la Maison Blanche et le Département d'Etat pensent stupidement que, cette fois, ils peuvent éviter d'être le « Grand Satan » s'ils adoptent une attitude conciliante à l'égard du FIS.

Pendant ce temps, en France, le gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua attise les flammes de l'hystérie raciste. Immédiatement après son arrivée au pouvoir, en 1993, le nouveau cabinet a proclamé une politique d'« immigration zéro » qui visait tout particulièrement l'Afrique du Nord. Pasqua a organisé, à Paris et dans d'autres villes, une vaste campagne de contrôles d'identité au cours de laquelle flics et CRS arrêtent et humilient des milliers de passants maghrébins et noirs dans le métro, dans les gares et dans les rues. Arrestations, détentions et expulsions de « clandestins » se sont mul-

tipliées. Au printemps dernier, quand la jeunesse s'est révoltée contre le CIP, un sous-salaire de misère, le gouvernement a répondu en expulsant deux lycéens algériens, avant de battre en retraite devant la mobilisation ethniquement intégrée de la jeunesse.

Une importante composante du prolé-

peut pas réaliser les tâches démocratiques élémentaires des révolutions bourgeoises du passé. Cela est montré de la manière la plus frappante par la condition des femmes, qui sont courbées sous le joug islamique. Les femmes représentent une force significative quand elles descendent dans la rue pour les mobilisations contre les islamistes, malgré le danger mortel qu'elles encourent d'être reconnues et désignées comme cibles par des fanatiques islamistes. Au cours de la Journée internationale des femmes (8 mars), plus d'un millier de femmes ont défilé courageusement dans les rues d'Alger contre le « dialogue politique » avec les intégristes, aux cris de « Pas de dialogue avec les assassins ! »

Les assassinats les plus atroces ont été ceux perpétrés contre des jeunes femmes, qui sont devenues une cible de choix dans la guerre réactionnaire entre les intégristes et les forces de sécurité gouvernementales. Au début de l'année, des menaces de mort contre les femmes ne portant pas le voile (*hidjeb*) ont été placardées dans les mosquées, et des lettres de menace envoyées aux directeurs d'école et aux enseignants, qui les lisent en classe. Ces menaces ont rapidement été suivies d'effet. En à peine un peu plus d'un mois, trois femmes, dont une lycéenne de 17 ans, ont été abattues pour ne pas porter le voile. Mais depuis la démobilisation des combattantes après l'indépendance jusqu'à ce jour, le régime FLN-armée a foulé aux pieds les droits des femmes.

Déjà sous les présidences FLN de Houari Boumediène (1965-78) et de Chadli Bendjedid (1979-92), certains *walis* (préfets) avaient interdit l'alcool, les minijupes et les cheveux longs pour les hommes. La campagne menée par le gouvernement dans les années 1970 et 1980 pour imposer le Code de la famille (entré en vigueur en 1984), qui s'inspire de la loi coranique et qui relègue les femmes dans le statut d'éternelles mineures, de même que sa campagne d'« arabisation » pour éliminer l'emploi du français dans l'éducation ont donné un énorme « coup de pouce » aux intégristes.

En Algérie, la question de l'oppression des femmes est stratégique et explosive. Le régime militaire et l'opposition intégriste partagent au fond les mêmes conceptions islamiques. La libération des femmes ne peut avoir lieu sans une transformation sociale en profondeur qui passe par une révolution ouvrière. Nous, trotskystes, luttons pour l'abolition du Code de la famille et pour une séparation

Suite page 14

## Mitterrand...

Suite de la page 5

Front populaire (une coalition de collaboration de classes) était la réponse des directions réformistes du PCF et des syndicats à la crise pré-révolutionnaire de Mai 68 - qu'elles avaient trahie: un puissant frein destiné à empêcher de nouvelles explosions « incontrôlées » de la lutte des classes.

Quant à la LCR, à LO et au PCI (baptisé aujourd'hui « Parti des travailleurs »), pour tenter de faire oublier leur rôle, certes plus modeste mais bien réel, dans l'arrivée au pouvoir de Mitterrand en 1981, ils ont simplement décidé de faire comme s'ils avaient été pendant tout ce temps sur une autre planète. Ainsi, l'article de Christian Picquet dans *Rouge* du 16 septembre rappelle que les prédécesseurs de la LCR se sont opposés à Mitterrand en... 1965. Il ajoute: « On sait ce qu'il advint en 1981, lorsque les deux mastodontes de la gauche [PS et PCF] unirent leurs efforts pour conjurer toute poussée populaire et qu'ils s'adaptèrent à des institutions consacrant la prééminence d'un monarque. » Mais la vérité, c'est que ces misérables capitulards, revenant précisément sur leur opposition de 1965 (quand ils étaient des centristes de gauche), se sont faits dans les années 70

et 80 les rabatteurs d'« extrême gauche » de Mitterrand, derrière le mot d'ordre front-populiste « Pour battre la droite, voter Mitterrand ». Saluant la « victoire du 10 mai », Krivine et Cie s'étaient même auto-proclamés la « troisième composante de la majorité »!

La direction de LO cherche aujourd'hui à se présenter comme d'intransigeants opposants à Mitterrand, se vantant d'avoir « été les seuls à dire aux élections présidentielles de 1974 [...] que François Mitterrand était un faux homme de gauche » (LO n° 1367, 16 septembre). Mais la direction de LO (qui affirme d'ailleurs qu'elle « savait ») se garde bien de rappeler que déjà en 1974 elle avait appelé à voter Mitterrand au second tour de même qu'en mai 1981 où elle demandait aux travailleurs de voter Mitterrand « sans illusion mais sans réserves ». La-guiller a même répété durant toute la campagne présidentielle: « Ma candidature n'a pas pour but de faire obstacle à l'élection de Mitterrand » (LO n° 669, 28 mars 1981). L'opportunisme - c'est bien connu - a toujours la mémoire courte.

La bourgeoisie a fait appel à Mitterrand et à son front populaire pour dévoyer et briser la combativité ouvrière et pour appliquer un programme antiouvrier, anti-immigré et antisoviétique. Dans cette période de la fin des années 70 et

du début des années 80, avec l'éclatement de la seconde guerre froide antisoviétique, Mitterrand, de par son alliance avec le PCF, a été bien utile à la bourgeoisie française dans le but de museler une classe ouvrière combative et historiquement prosoviétique. Fidèle à l'engagement de sa jeunesse dans la « croisade antibolchévique » de Vichy, il sera le fer de lance idéologique de la campagne de guerre impérialiste contre l'URSS, ramenant dans une véritable union sacrée antisoviétique jusqu'à l'« extrême gauche » domestiquée.

Contrairement aux traîtres réformistes, nous ne sommes pas « surpris » par les récentes « révélations » sur Mitterrand, car nous, trotskystes, n'avons jamais eu, ni fait semblant d'avoir, la moindre illusion sur le caractère « progressiste » de la « gauche » qu'il conduisait. Nous avons averti que non seulement la « gauche » front-populiste au gouvernement mènerait une politique au service de la bourgeoisie française, mais qu'en paralysant et en

démoralisant la classe ouvrière, elle paverait la voie à un retour de la droite revancharde et aux forces hideuses du fascisme. Jamais nous - qui avons combattu avec intransigeance pour la défense révolutionnaire de l'URSS et pour l'indépendance de classe du prolétariat - n'avons appelé à voter pour Mitterrand et sa « gauche ». En mai 1981, alors que le reste de l'« extrême gauche » se traînait derrière Mitterrand et se vautrait dans l'orgie anticommuniste de guerre froide antisoviétique, nous tracions ainsi (*Le Bolchévique* n° 25) la ligne de classe: « La seule solution pour la classe ouvrière ne réside pas dans le remplacement de Giscard par un front populaire présidé par Mitterrand, mais dans ses luttes et dans la capacité de l'organisation d'avant-garde de les organiser - contre les réformistes - en défense contre les attaques de la bourgeoisie et pour mettre en avant une série de revendications transitoires conduisant à l'instauration de son propre pouvoir, le gouvernement ouvrier. »

### POUR CONTACTER LA LIGUE TROTSKYSTE

Paris Le Bolchévique BP 135-10 75463 Paris cedex 10 Tél: 42 08 01 49  
Rouen Spartacist BP 240 76003 Rouen cedex Tél: 35 73 74 47

## Algérie...

Suite de la page 13

complète de la Mosquée et de l'Etat. Comme des opposants de gauche dans le PST (Parti socialiste des travailleurs), qui en furent exclus par la suite, l'écrivaient dans leur document-programme de mars 1992 « *le combat pour la libération des femmes, libération qui se réalisera par la révolution, aura comme base la lutte contre toutes les discriminations sexuelles! Contre le voile! A travail égal, salaire égal! Avortement libre et gratuit pour les femmes, y compris les mineures! Pour des crèches ouvertes 24/24* ».

Cette perspective marxiste fut tournée en dérision par Damien Elliott, dirigeant français, prétentieux et superficiel, des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), pour qui avoir dans son programme l'avortement libre et gratuit et des crèches ouvertes 24 heures sur 24 était une « *imbécillité ultra-gauchiste* » (sa polémique et une réponse sont reproduites dans la brochure *Haine du trotskysme, haine du spartacisme* n° 1, octobre 1992). En fait, Elliott exprime le mépris des impérialistes pour les femmes des pays du tiers monde. Non seulement il s'agit là de revendications élémentaires pour les droits des femmes que comprennent parfaitement un grand nombre de femmes émancipées, mais même la presse bourgeoise (en particulier *Horizons* et *le Matin*) a fait campagne en Algérie pour l'avortement. Et en Tunisie, un pays musulman sous un régime capitaliste dominé par l'impérialisme, l'avortement est légal et gratuit!

Une libération véritable des femmes, dans tous les domaines, nécessite un programme pour des soins médicaux de qualité pour tous, pour des services sociaux qui jettent la base du remplacement de la famille et de la participation pleine et entière des femmes au travail social. Pour la libération des femmes par la révolution socialiste!

### Défense des droits des berbérophones

Une autre composante clé des mobilisations contre les intégristes est la population berbère, largement concentrée en Kabylie et traditionnellement opposée à l'islamisme. Les Berbères ont été une des principales cibles du programme réactionnaire d'« arabisation forcée » du régime, qui visait à imposer l'arabe dans l'éducation et l'administration – une attaque chauvine contre les non-arabophones et un point de ralliement pour les intégristes. Ils risquent aussi d'être une cible prioritaire si les intégristes arrivent au pouvoir.

Ce n'est donc pas par hasard que les plus importantes manifestations anti-intégristes ont eu lieu en Kabylie. Le 17 janvier, des centaines de milliers de personnes ont participé à Tizi-Ouzou à une manifestation, appelée par le RCD, contre le terreur islamiste et pour la reconnaissance officielle de la langue berbère (le tamazight), et la ville a été paralysée par une grève générale d'un jour. Les manifestants défilaient aux cris de: « *A bas l'intégrisme – A bas le régime qui l'a produit!* » Une semaine plus tard, il s'en suivit une autre journée de grèves et de manifestations qui coïncidait avec l'ouverture de la « conférence nationale » avortée du régime.

Le 20 avril, des milliers de Berbères manifestaient dans le centre d'Alger, et des dizaines de milliers d'autres dans toute la Kabylie, pour l'anniversaire de l'énorme soulèvement populaire de 1980 en Kabylie, le « Printemps berbère ». Ces manifestations étaient appelées par le RCD et le Front des forces socialistes (FFS), un parti bourgeois à base kabyle né d'une scission du FLN au début des années 1960. Ces partis ont utilisé le drapeau des droits des Berbères pour mobiliser en soutien à l'armée, censée constituer un rempart contre la montée de l'intégrisme. Le RCD sert de cheval

de Troie pour les « éradicateurs » de l'armée. Mais aujourd'hui, le dirigeant du FFS, Aït Ahmed, appelle désespérément au « dialogue » avec le FIS au nom de la « cohésion nationale ». En juin dernier, il s'est même rendu à Washington pour rencontrer des responsables de l'administration Clinton et obtenir leur approbation.

Nous, trotskystes, nous sommes opposés avec intransigeance à la campagne d'« arabisation forcée » du régime. Nous avançons la revendication de l'égalité complète pour toutes les langues employées en Algérie: l'arabe, le berbère et le français. Les partis bourgeois à base berbère, comme le RCD et le FFS, ainsi que ceux qui, à gauche, se mettent à leur remorque, comme les mandéliens du



Der Spiegel

Alger, le 22 mars - Les femmes mobilisées contre la menace islamiste

Parti socialiste des travailleurs (PST), limitent leurs revendications à l'exigence que le berbère ait le statut de langue officielle. En tant que marxistes, nous défendons sans compromis les droits démocratiques des Berbères, y compris leur droit à l'autonomie régionale s'ils la réclament. Les différentes régions d'Algérie qui parlent des dialectes berbères n'ont pas consolidé une nation, mais si un régime intégriste chauvin arabe prend le pouvoir, une nation berbère pourrait bien se cristalliser sous la terrible pression d'une répression sauvage.

Quand des groupes de guérilla islamistes ont attaqué des villages kabyles, des unités locales d'autodéfense ont fait leur apparition à certains endroits. Cependant, même là où ces unités n'ont pas été mises en place par l'armée, cette dernière et les autorités locales les ont tolérées (certaines *wilayas* [préfectures] sont dirigées par des responsables du RCD). Il faudra une révolution ouvrière dirigée par un parti authentiquement léniniste pour libérer les nationalités opprimées et mettre fin aux attaques sans cesse renouvelées contre la population berbère (1963, 1980 et aujourd'hui).

### Impérialisme et réaction intégriste

L'instauration d'un Etat islamique en Algérie aurait des répercussions dans toute l'Afrique du Nord, où des régimes néocoloniaux discrédités sont confrontés à un large mécontentement. Elle aurait assurément un profond impact en Tunisie, où le puissant mouvement syndical a été entravé par le soutien que ses dirigeants trahissent, staliniens compris, apportaient à l'homme fort du régime, Bourguiba. Cela a permis aux démagogues islamistes de se constituer une puissante base de masse après la répression sanglante des émeutes de la faim en janvier 1984. Le président actuel, Ben Ali, a brutalement réprimé le principal groupe intégriste, Ennahda, dont plusieurs centaines de militants ont été emprisonnés et dont le principal dirigeant a été exilé. Son régime à poigne s'en est suivi pris aux militants de gauche. C'est encore davantage le cas dans le Maroc d'Hassan II, où syndicalistes combatifs et

socialistes ont à maintes reprises été jetés dans les geôles royales, où la torture est pratique courante. En février, le roi a coupé court à une grève générale en faisant arrêter 15 dirigeants de la fédération syndicale CDT.

Une victoire intégriste en Algérie serait en Egypte un puissant encouragement pour le Djamaâ Islamiya (Groupe islamique), qui depuis deux ans mène une campagne d'assassinats contre le brutal régime Moubarak. Elle renforcerait aussi les réactionnaires islamistes au pouvoir au Soudan, qui mènent contre les populations non musulmanes du sud du pays une guerre; on estime qu'en plusieurs décennies elle a fait un million de morts et contraint à l'exil 400 000 réfugiés. La France a accordé un soutien considérable

ment intégrée à l'appareil corrompu et antiouvrier du FLN, a cherché à faire en sorte que les grèves restent centrées sur des questions purement économiques.

En décembre 1993, une grève générale des 28 000 ouvriers de la zone industrielle géante de Rouiba, près d'Alger, contre la mise à pied de délégués syndicaux et d'autres travailleurs dans plusieurs usines a été annulée à la dernière minute par la direction nationale de l'UGTA. Elle a argumenté qu'une grève serait utilisée par des « opportunistes, pour des visées politiques » (*Liberté*, 5 décembre 1993). Autrement dit, elle aurait pu affaiblir le gouvernement au moment où il négociait avec les dirigeants du FIS! 500 000 travailleurs du secteur public (dont ceux du bâtiment et de l'hydraulique) menacent maintenant de se mettre en grève le 27 septembre pour protester contre le fait qu'ils n'ont pas été payés depuis cinq mois. Pour gagner une telle bataille, qui remet directement en cause la politique d'austérité du FMI, une direction lutte de classe doit être construite dans le combat à la fois contre le gouvernement et contre les réactionnaires islamiques, qui sont des ennemis jurés des travailleurs.

Les misérables apparatchiks staliniens qui dirigent Ettahaddi et le PADS (Parti algérien pour la démocratie et le socialisme) escamotent cyniquement leur responsabilité dans le soutien actif que leurs prédécesseurs du PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste) ont accordé au régime du FLN pendant plusieurs décennies. Durant la guerre d'Algérie, les staliniens furent le principal obstacle à la lutte ouvrière révolutionnaire des travailleurs algériens et français contre le colonialisme français. Le PAGS et ses successeurs ont toujours cherché à faire une distinction entre les ailes « comradore » réactionnaire et « progressiste » de la bourgeoisie, cette dernière aile étant identifiée à l'armée. Aujourd'hui, les débris de la décomposition du stalinisme algérien se tournent tous du côté des « durs » de l'armée, mais le PADS veut faire concurrence au FIS sur le terrain de l'islam.

Le journal du PADS, *le Lien* (septembre), argumente que les intégristes qui incendient des écoles sont « *des criminels agissant au nom de l'islam pour qui le savoir est sacré et dont le prophète a appris la révélation divine par "Iqra" (Lis)* » – le premier mot du Coran! Dans un appel aux « *jeunes trompés par le FIS et le terrorisme* », le PADS écrit que lors de la révolte de 1988 le PAGS « *n'est pas apparu porteur d'une alternative* » au brutal régime de Chadli, parce qu'il ne voulait pas « *gêner les quelques progressistes qui étaient au pouvoir* ». Mais l'appel du PADS « *Quelle alternative* » (*le Lien*, mars) appelle à un « *mouvement populaire progressiste autonome* » qui « *assurera sa jonction avec les autres forces patriotiques et démocratiques au sein et en dehors du pouvoir* ».

La signification de tout ça a été expliquée dans une déclaration publiée par le PADS en avril, et dans laquelle « *la constitution de comités de vigilance ou d'autodéfense* » est décrite comme « *le moyen le meilleur pour épauler l'action des forces patriotiques de l'Armée engagées dans l'anéantissement des bandes terroristes et pour préserver le processus démocratique* » (*le Lien* n° 3, juillet). Comme si la dictature militaire à peine déguisée avait quoi que ce soit à voir avec la démocratie!

Les groupes algériens qui se réclament frauduleusement de Lénine et de Trotsky ne constituent en aucune manière une alternative révolutionnaire aux misérables staliniens. Les prédécesseurs du PST, la section sympathisante du Secrétariat « unifié » (SU) d'Ernest Mandel et d'Alain Krivine, s'étaient politiquement subordonnés aux nationalistes petits-bourgeois du FLN pendant et après la guerre d'indépendance. Le SU avait apposé son sceau d'approbation sur le gouvernement d'Ahmed Ben Bella (1962-65), qualifiant ce régime bonapartiste bourgeois de « *gouvernement ouvrier et paysan* ». Il

à la junte islamique soudanaise contre les mouvements de guérilla du sud, de la même manière qu'elle a soutenu le régime génocide du Rwanda contre les rebelles à direction tutsie ou, encore, le gouvernement du Tchad contre des insurgés soutenus par le Soudan et la Libye. De leur côté, les Etats-Unis couvrent leurs interventions impérialistes d'une rhétorique « humanitaire », sous l'égide des Nations Unies. Nous disons: A bas les gendarmes français du néocolonialisme! USA-ONU, hors d'Afrique!

La montée de l'intégrisme islamique en Algérie est exploitée par le gouvernement Mitterrand-Balladur-Pasqua pour attiser la réaction anti-immigrée en France, où les travailleurs d'origine nord-africaine constituent une composante clé de la classe ouvrière. Comme tous les pays d'Europe, la France de Mitterrand – que ce soit sous les cabinets « socialistes » ou sous un gouvernement de droite, comme maintenant – a renforcé les barrières racistes à l'immigration, faisant des travailleurs maghrébins les boucs émissaires du chômage capitaliste. La politique violemment raciste du gouvernement français pourrait conduire certains enfants d'immigrés à chercher dans l'intégrisme islamique un moyen illusoire de préserver leur dignité. C'est pourquoi le combat contre l'influence de l'intégrisme islamique est intimement lié à la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes en Europe. Nous disons: Halte aux contrôles d'identités racistes! Halte aux expulsions! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

La puissance de classe considérable du prolétariat algérien a été réaffirmée par les multiples grèves qui ont été menées, malgré l'état d'urgence et l'intensification de la guerre civile, depuis l'été 1993, quand les dockers d'Alger avaient totalement paralysé le port de la capitale pendant plus d'une semaine (lire *le Bolchévik* n° 125, septembre-octobre 1993). Après une grève nationale des employés de bureau, les enseignants algériens ont mené une grève d'une semaine en novembre 1993. Mais au lieu de mobiliser pour une large offensive contre le régime et sa politique d'austérité imposée par le FMI, la direction de l'UGTA, historique-

# Les lambertistes : du FIS au FMI

D'étranges événements se sont déroulés le 7 février dernier à Washington, au siège du Fonds monétaire international (FMI). Le cartel des banquiers internationaux a reçu la visite d'une délégation organisée par l'« Entente internationale des travailleurs et des peuples ». C'est ainsi que s'appelle aujourd'hui la tendance dirigée par Pierre Lambert, du Parti des travailleurs (PT). Pendant deux heures, un représentant du FMI s'est livré à une surréaliste « rencontre du troisième type » avec la délégation lambertiste.

Son hôte, Murray Seeger, lui présenta un film d'une demi-heure vantant le rôle du FMI dans la « transition » vers le capitalisme en Pologne, et montrant qu'on trouve de la viande en abondance sur les étals des magasins polonais. Seeger fit benoîtement remarquer que le président polonais est un syndicaliste. Pour toute réponse, ses interlocuteurs rétorquèrent que Walesa « était » un syndicaliste. Ni l'un ni les autres ne soufflèrent mot du fait que la « transition » en Pologne, comme dans le reste de l'Europe de l'Est et en URSS, était une *contre-révolution sociale* qui s'est traduite pour les travailleurs par une misère indicible. Et ce n'est guère surprenant, car les lambertistes, à la traîne des impérialistes, ont soutenu la tentative contre-révolutionnaire de prise de pouvoir de Solidarność, alors dirigé par Walesa, en 1981.

Au cours de la discussion, la « déléguée » algérienne, Louiza Hanoune, s'est plainte de ce que les recettes utilisées par le FMI pour privatiser les entreprises du secteur public signifiaient la fermeture de nombreuses entreprises, et que « le peuple ne veut pas que ce programme soit appliqué ». Seeger rétorqua que « le FMI ne parle pas avec les peuples, mais seulement avec les gouvernements » (*Informations ouvrières* n° 116 [1661], 16-22 février). En vérité, quelle sorte de « socialistes » vont échanger des politesses avec le FMI, universellement haï en Europe de l'Est et dans le tiers monde parce que, au service des profits impérialistes, il plonge les masses travailleuses dans la misère ?

Pendant plusieurs décennies, Lambert s'est présenté comme un trotskyste, avec son OCI, plus tard rebaptisée PCI, et maintenant « Courant communiste internationaliste » immergé dans le PT. Après avoir longtemps appelé à reconstruire la Quatrième Internationale, le 19 juin 1993 les lambertistes se sont « reproclamés » la Quatrième Internationale. Mais, en même temps, le PT se retrouve avec un pot-pourri de tendances social-démocrates dans l'« Entente internationale des tra-

vailleurs et des peuples », qu'ils désignent bizarrement en anglais sous le nom de « Liaison Committee for a Workers International » (Comité de liaison pour une Internationale ouvrière).

Quelle est cette créature bizarre qui a tant de noms et de colorations politiques ? Manifestement, avec la destruction des Etats ouvriers déformés à direction stalinienne d'Europe de l'Est en 1990-92, Lambert et Cie ont décidé que le temps était venu de ressusciter une caricature de la Première Internationale (fondée en 1864, dans la période pré-impérialiste) et de niveler le gouffre entre réformisme et révolution, affirmant inclure « toutes les tendances du mouvement ouvrier mondial » (*Informations ouvrières* n° 84 [1629], 30 juin-6 juillet 1993). Mais avec leurs cercles concentriques de groupes paravents entremêlés, les lambertistes veulent étendre leur « entente cordiale » bien au-delà du mouvement ouvrier ; à cette fin ils avaient appelé à une journée d'action, le 6 novembre 1993, « contre la guerre, l'exploitation et les privatisations ».

La revendication finale de cette journée était délibérément choisie pour inclure dans leur petit front populaire des représentants de la bourgeoisie. Au Mexique, par exemple, le groupe lambertiste, lors d'un meeting en novembre 1993, a appelé à un comité « contre l'ALENA [l'accord de libre-échange nord-américain] et les privatisations » conçu pour obtenir le soutien du Parti révolutionnaire démocratique (PRD) de Cuauhtémoc Cardenas, un parti ouvertement capitaliste. Et dans la délégation auprès du FMI, le 7 février, se trouvait un certain Jack Demostenes Munoz, député du PRD à l'Assemblée provinciale du Chiapas. Pendant que les paysans indiens du Chiapas se révoltaient les armes à la main contre le viol commis par l'ALENA à l'encontre des travailleurs mexicains, les lambertistes s'affichaient donc en compagnie d'un politicien bourgeois mexicain au siège du FMI.

Alors même qu'explose la lutte de classe et que gronde la révolte des masses, Lambert et Cie cherchent à « faire pression » sur des parlementaires bourgeois et sociaux-démocrates. En France, en novembre 1993, au moment où leur journal accordait une large place à la « journée d'action » qu'ils avaient organisée contre les privatisations, il passait presque totalement sous silence le fait que la classe ouvrière était galvanisée par les grévistes d'Air France qui, massés sur les pistes des aéroports, avaient bloqué les avions et affronté la police, pour

empêcher une charrette de licenciements/suppressions d'emplois dans le cadre de la privatisation de la compagnie aérienne !

Un petit problème auquel ces opportunistes invétérés sont confrontés, c'est que les forces à la remorque desquelles ils se placent sont souvent déterminées par le terrain national. Ainsi, le PT français est connu pour la manière dont il s'est emparé de la revendication de la laïcité dans

les privatisations est révélateur. Quand la deuxième guerre froide s'est échauffée, dans les années 1980, les stalinophobes de l'OCI-PCI-PT se sont retrouvés aux côtés de Mitterrand, de Reagan et du pape polonais Wojtyla pour proclamer leur « solidarité avec Solidarność », tandis que nous appelions à « stopper la contre-révolution de Solidarność ». Les lambertistes, pour camoufler leur refus de défendre les Etats ouvriers dégénéré et déformés



La délégation lambertiste en discussion au siège du FMI avec Seeger (à droite), son représentant

l'enseignement. Il en a fait l'alpha et l'oméga de la politique de gauche, caressant ainsi dans le sens du poil les sociaux-démocrates et les « laïcards » bourgeois du front populaire. (Ces derniers temps, la « laïcité » a aussi été utilisée comme une arme raciste et chauvine contre les élèves musulmans qui portent le foulard, ou *hidjeb*). Mais en Algérie, où l'intégrisme islamique est à l'offensive, le PT de Louiza Hanoune est tristement célèbre pour avoir participé aux côtés du FIS à une « grève » insurrectionnelle en juin 1991 contre le régime Chadli soutenu par l'armée. Le PT a appelé à « l'unité pour en finir avec Chadli », a rencontré le dirigeant du FIS Abassi Madani (qui complimenta le PT lors d'une conférence de presse) et a refusé explicitement de dénoncer les objectifs réactionnaires du FIS (*Informations ouvrières* n° 1524, 12-18 juin 1991). Ce n'est pas surprenant venant des lambertistes, qui ont appelé à armer les guérilleros anticommunistes afghans après l'intervention soviétique de 1979.

Leur politique mène à la *contre-révolution*. Là encore, l'accent qu'ils mettent sur

contre l'impérialisme et la contre-révolution interne, ont prétendu qu'au contraire ils « défendent l'industrie nationalisée » - comme tant de bons sociaux-démocrates dans un Etat capitaliste.

Au moment critique, avec le coup d'Etat avorté des ex-gorbatchéviens du Comité d'Etat à Moscou en août 1991, l'« Entente internationale » [s'est placée] à l'avant-garde de la lutte « en appelant à la lutte unie contre le "Comité d'Etat" » (*Tribune internationale* n° 63, septembre 1991) - c'est-à-dire à l'unité avec *Elsine*, le fer de lance de la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'URSS.

Les lambertistes n'ont rien en commun avec la Quatrième Internationale de Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste, ni d'ailleurs avec la Première Internationale de Marx. Qu'ils se mettent à la remorque du FIS en Algérie ou qu'ils « dialoguent » avec le FMI, ces sociaux-démocrates se placent non pas à l'avant-garde de la classe ouvrière mais à l'arrière-garde de la bourgeoisie et de ses lieutenants réformistes.

- adapté de *Workers Vanguard* n° 607

déclara même que « le tandem Ben Bella-Boumedienne avec les forces que chacun représente, était et reste l'incarnation la plus avancée de toute la direction algérienne, de la ligne orientée vers le socialisme » (*Quatrième Internationale*, mars 1963). Mais quelques années après, Ben Bella était renversé par les forces représentées par Boumedienne - l'armée algérienne.

Aujourd'hui, le PST centre son programme sur l'illusion suicidaire qu'on peut faire pression sur le régime appuyé par l'armée pour qu'il instaure la « démocratie ». En janvier dernier, alors que le régime honni cherchait à organiser sa « conférence nationale » pour mettre sur pied un gouvernement de coalition avec les intégristes, le PST publia une déclaration signée par son dirigeant-fondateur Salhi Chawki (*El-Khatwa*, janvier-février). « Pour discuter avec l'armée, il faut être une force », avertit le PST. « Nous nous battons [...] pour construire une politique capable d'imposer le changement. »

Les dirigeants du PST rêvent qu'un jour ils magouilleront dans les couloirs du parlement avec ceux qui tiennent les leviers du pouvoir. Quand ils parlent « de

lutter pour préparer les conditions politiques qui permettraient la démocratie », cela n'a pas le moindre rapport avec la lutte pour la révolution ouvrière. Leur campagne électorale de 1991 et les locaux de leur siège national ont été payés par des subsides gouvernementaux. Ils ont vu d'un bon œil l'« audace » et le « populisme », qui furent de courte durée, de l'ex-premier ministre Bélaïd qui avait refusé de signer un accord avec le FMI. Ils appellent maintenant à « structurer le mouvement social contre les "Elsine" locaux » qui bradent le pays à l'impérialisme. Voilà qui est particulièrement cynique venant d'un groupe qui s'est ouvertement rangé du côté d'Elsine lors de sa prise du pouvoir contre-révolutionnaire qui a conduit à la restauration du capitalisme en Union soviétique.

Le crétinisme parlementaire (sans parlement !) du PST est une recette pour maintenir une « unité » de collaboration de classes avec des forces bourgeois comme le FFS. C'est une illusion criminelle que d'imaginer qu'une démocratie parlementaire stable pourrait être établie dans un pays comme l'Algérie, où une

fine couche de riches capitalistes et de bureaucrates corrompus, soutenus par l'armée, exercent leur domination sur des masses paupérisées pour le compte de l'impérialisme. Le prolétariat doit combattre, par la lutte de classe indépendante, pour les droits démocratiques les plus larges. Mais cela doit être partie intégrante de la lutte pour le pouvoir prolétarien, et non une tentative illusoire de réaliser la « démocratie » sans renverser l'Etat capitaliste.

En Algérie, les expressions les plus effroyables de l'arriération sociale coexistent avec un prolétariat relativement important dans des industries modernes, financées par l'argent du pétrole. Mais le nationalisme bourgeois au pouvoir a été manifestement incapable de briser l'état de l'impérialisme, de mener à bien un véritable développement économique ou de mettre en place des acquis démocratiques pour les femmes et les autres opprimés. C'est une confirmation - par la négative - de la théorie et du programme de la révolution permanente de Trotsky, qui intègre les leçons de la Révolution russe d'Octobre 1917 : dans les

pays coloniaux et néocoloniaux, seule la classe ouvrière dirigée par un parti bolchévique peut, malgré sa relative faiblesse numérique, se mettre à la tête de tous les opprimés et conquérir les acquis démocratiques, en instaurant la dictature du prolétariat, qui passera nécessairement aussi aux tâches socialistes.

Le combat pour forger un parti trotskyste algérien nécessite le regroupement de cadres révolutionnaires, par une lutte intransigeante pour l'internationalisme bolchévique. Une révolution socialiste en Algérie devra nécessairement s'étendre à toute l'Afrique du Nord et devra être intimement liée à la lutte des travailleurs dans l'ancienne puissance coloniale, la France. La perspective de l'unité révolutionnaire entre les travailleurs français et algériens est clé pour l'avenir des deux pays. La Ligue trotskyste, section française de la Ligue communiste internationale, se bat pour construire un parti d'avant-garde de la classe ouvrière multiethnique, qui sera le lien entre la lutte pour la révolution socialiste en Europe et la lutte de l'autre côté de la Méditerranée. ■

Les femmes, les militants de gauche, les travailleurs en danger !

## L'armée algérienne en quête d'un accord avec les islamistes

25 septembre - Après deux ans et demi de guerre civile de plus en plus ouverte, le régime militaire algérien a engagé des négociations avec la direction du Front islamique du salut (FIS), l'objectif étant de former un gouvernement de coalition. Les intégristes islamiques se rapprochent rapidement de leur but : instaurer un Etat théocratique dans lequel les femmes devront porter le voile, dans lequel les militants de gauche seront dénoncés comme apostats et abattus sans merci et dans lequel un obscurantisme moyenâgeux règnera sans partage. Le Haut Comité d'Etat (HCE), soutenu par l'armée, avait cherché à éliminer les intégristes en annulant le second tour des élections législatives de janvier 1992 (où le FIS était sur le point de remporter une victoire écrasante) et en instaurant l'état d'urgence. Les dirigeants du FIS et plusieurs milliers de leurs partisans avaient alors été jetés en prison et dans des camps de concentration installés en plein désert. Mais la terreur gouvernementale n'a fait que pousser des secteurs toujours plus larges de la population dans les bras des réactionnaires islamistes.

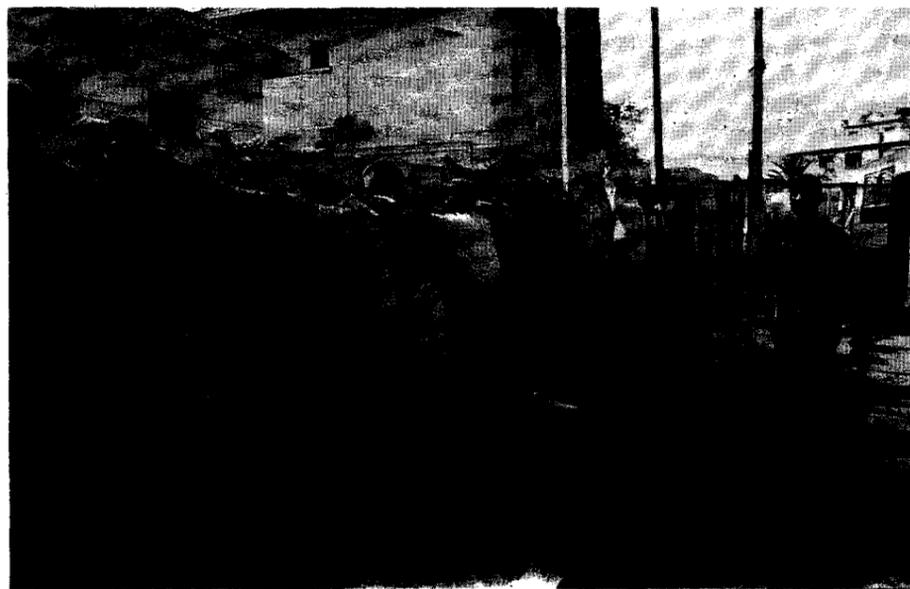
Le 13 septembre, le gouvernement du général en retraite Liamine Zéroual a libéré trois dirigeants intégristes et a placé en résidence surveillée, dans une villa du gouvernement, Abassi Madani et Ali Belhadj, les chefs historiques du FIS jusque-là emprisonnés à Blida. Bien que les chefs intégristes n'aient pas participé au dernier round des tentatives du régime de « dialogue » avec l'opposition, il est clair que des négociations sont en cours dans les coulisses. Un groupe armé islamiste proche du FIS a évoqué la possibilité d'une trêve de trois mois. Mais les tueries continuent : les intégristes abattent des militants de gauche, des syndicalistes et des dirigeants politiques laïques, tandis que l'armée lance des raids nocturnes dans les quartiers déshérités qui sont les bastions des « combattants de dieu ».

Alors que le pays s'enfoncé dans la « nuit islamique », pour reprendre la formule de l'historien Mohamed Harbi, l'Algérie, comme un oiseau devant un serpent, assiste au spectacle de sa propre ruine. Le nombre des victimes se monte maintenant à 200 ou 300 par semaine ; le nombre total des morts est officiellement estimé à 10 000. L'Algérie semble se consacrer entièrement à la tâche macabre de compter et recompter les victimes.

Il y a eu des assassinats de femmes qui ne portent pas le voile, des attaques contre des villages de la région berbère de Kabylie, des hold-up par dizaines et de nombreux étrangers assassinés par les groupes intégristes. Plus de 40 enseignants ont été tués, et quelque 500 écoles ont été plastiquées et incendiées depuis le mois de juin par les « barbus », qui ont aussi détruit une multitude d'usines, de fermes et de bâtiments officiels ; des aéroports, des trains et des cars ont été attaqués et détruits. Nombre de médecins, d'écrivains, de professeurs, de syndicalistes, de journalistes, de travailleurs étrangers et de femmes non voilées sont

tombés sous les balles et les poignards des intégristes.

De leur côté, la police, l'armée et les escadrons de la mort paramilitaires liés au régime se livrent quotidiennement à des représailles : arrestations en masse de suspects, torture des prisonniers, exécutions sommaires de partisans supposés des intégristes ou de leurs familles. Des « ninjas » en uniforme et cagoulés sèment la terreur dans les rues des villes. Les villages et les quartiers pauvres des villes sont bouclés et ratissés, voire bombardés au napalm. Les habitants trouvent souvent à leur réveil les corps mutilés des victimes de la nuit exposés dans les rues. Il n'y a plus une famille qui ne tremble pas, chaque jour, pour la vie des siens.



Les « ninjas » en cagoule sèment la terreur dans les rues d'Alger.

Der Spiegel

Au cours des derniers mois, des dizaines de milliers d'Algériens ont quitté leur pays pour la France, l'Espagne, le Maroc, la Tunisie ou d'autres pays.

### Egorgeurs islamistes et tortionnaires de l'armée

Comme dans toute l'Afrique du Nord, le régime bonapartiste précaire en Algérie, incapable de remédier à la profonde crise économique qui écrase l'immense majorité de la population, est totalement impuissant à endiguer la montée de l'intégrisme au moyen de la répression gouvernementale. Comment peut-on combattre l'intégrisme au niveau militaire quand il se nourrit au plan économique et social d'une désespérance croissante ?

Malgré une répression féroce, l'insurrection intégriste a pris le dessus dans une partie de plus en plus considérable du pays. A Blida, les intégristes ont imposé le port du voile, saccagé des bars et des salons de coiffure, interdit la vente des cigarettes et des journaux, et imposé la séparation entre hommes et femmes dans les écoles et dans les transports publics. Dans de nombreux villages et quartiers pauvres, la police et l'armée se barricadent dans leurs casernes après la tombée du soleil, laissant les intégristes devenir le « *daoulat allil* » (pouvoir de la nuit).

La menace d'un Etat islamique moyenâgeux qui plane sur l'Algérie est un danger mortel pour les travailleurs, les femmes et les minorités opprimées. Malgré une situation qui est si dangereuse que normalement beaucoup de gens ont peur de sortir de chez eux, des dizaines - parfois des centaines - de milliers de personnes sont descendues à de nombreuses reprises dans la rue, à Alger et surtout en Kabylie, pour manifester contre la menace islamiste. Mais les groupes féministes, les syndicats et les partis politiques qui ont été à l'initiative de ces mobilisations se sont invariablement tournés vers l'armée comme vers un « sauveur » ; ils ont cherché à faire pression sur une aile du corps des officiers

en octobre 1988, a massacré des centaines de jeunes à Alger et dans d'autres villes qui s'étaient révoltés contre un régime exécuté. Depuis que l'héroïque peuple algérien, sous la direction du Front de libération nationale (FLN), a remporté la victoire sur le pouvoir colonial français et conquis l'indépendance vis-à-vis de la France, l'Etat bourgeois algérien s'est efforcé d'enrégimenter la population sous son pouvoir bonapartiste. Nous avons insisté à maintes reprises que la politique qui consiste à se tourner vers l'armée pour combattre les intégristes est *suicidaire* pour la classe ouvrière et pour tous les opprimés d'Algérie.

Il serait naïf de faire semblant d'ignorer la possibilité d'un accord entre l'armée algérienne et les islamistes. Comme nous l'écrivions en 1991, après la première épreuve de force entre le FIS et le régime, « *l'armée, ou un secteur de celle-ci, pourrait bien appliquer tout ou partie du programme réactionnaire du FIS. Les forces de répression pourraient ne pas se limiter à emprisonner les dirigeants et agitateurs du FIS et se retourner contre, en particulier, le mouvement ouvrier* » (le Bolchévik n° 112, juillet-août 1991).

Au printemps dernier, Zéroual a remplacé, au sein du régime, de nombreux « éradicateurs » par des « conciliateurs » partisans d'une « solution politique » avec le FIS, limogeant en particulier le premier ministre Redha Malek et le ministre de l'Intérieur Selim Saâdi, ainsi que les commandants de la police nationale, de l'armée de l'air et de cinq régions militaires. Le régime veut que le FIS proclame un cessez-le-feu, mais Madani exigerait la formation d'une commission pour gouverner le pays et préparer de nouvelles élections, avec un référendum immédiat pour un Etat islamique. Mais il n'est pas certain que les dirigeants du FIS, même s'ils arrivent à un accord avec le régime, puissent contrôler les groupes armés. Toute une frange des nombreux groupes armés islamistes - MIA, AIS et GIA - ne déposera jamais les armes avant d'avoir « exterminé les infidèles ».

Le GIA (Groupe islamique armé) compte dans ses rangs de nombreux anciens combattants du *djihad* (guerre sainte) mené contre l'armée soviétique en Afghanistan, avec le soutien des impérialistes ; les intégristes y torturaient à mort les instituteurs pour le « crime » d'apprendre à lire aux petites filles. Ces « Afghans », entraînés et armés par la CIA dans le cadre de la guerre froide antisoviétique, sont aujourd'hui les plus sanguinaires des guerriers qui combattent pour imposer un obscurantisme moyenâgeux. Les bandes armées intégristes s'attaquent tout particulièrement aux journalistes, les kidnappent et les assassinent. Depuis mai, au moins 15 journalistes ont été massacrés. En août, le GIA a menacé de tuer tous les étudiants ou enseignants qui ne cesseraient pas immédiatement de se rendre en cours et a déclaré que toutes les écoles qui ne fermentaient pas

Suite page 13